

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 258
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
14 au 27 janvier 1978

Contre toute perspective électoraliste et parlementariste

La voie difficile mais sûre de la révolution communiste

Nous arrivons aujourd'hui au point culminant d'une campagne électorale quasi-ininterrompue depuis près de cinq années. Cette période a été marquée par les congrès « historiques » où le PCF a fini par se débarrasser de sa peau opportuniste stalinienne pour faire apparaître dans toute son obscénité le porc réformiste qu'elle cachait.

Le Programme Commun qui, selon le PCF, permettrait d'interdire au PS la voie de la collaboration de classes (sic!) serait un véritable tour de force théorique, bien caractéristique de ce génie français qui, comme on sait, irait toujours au fond des choses — en tout cas pour le fond de l'abjection réformiste, c'est acquis! — et qui laisserait loin derrière lui les lumières pâlotés des fronts populaires et des fronts nationaux de la Libération pour ouvrir de façon décisive les voies de l'avenir en jetant, pour la première fois dans l'histoire, un pont entre capitalisme et socialisme. Marx? Enfoncé! Le Manifeste du Parti commu-

niste de 1848? Connais pas! C'est que, pour les pitres de la gauche, évidemment, la voie révolutionnaire est exclue par principe! Comme le dit benoîtement Ellenstein, la révolution ne pourra être que « graduelle, parlementaire, légale et pacifique » ou elle ne sera pas!...

C'est avec cette perspective grotesque qu'on a réussi à faire encaisser sans broncher à la classe ouvrière le premier assaut de la crise capitaliste. Cette perspective lui a fourni l'espoir que les élections et un gouvernement de gauche permettraient d'éviter la lutte de classe, au point que la dégradation continue des

Elle a été marquée également par la renaissance ex nihilo, grâce au Programme Commun, de la social-démocratie, qui a paré son libéralisme hypocrite et chrétien des atours à la mode de l'autogestion et du pacifisme écologiste préparés de longue date dans les ateliers idéologiques des marges « extrémistes ».

(suite page 2)

DANS CE NUMERO

- Réunion générale du Parti (3)
- Dans les 5 continents : Espagne, Tunisie
- Syndicats, luttes ouvrières : PTT-Créteil, Michelin
- Interventions du parti : Espagne, Italie

LA CROISADE DE CARTER

La nouvelle politique de l'Amérique apparaît clairement dans le voyage de Carter. En résultat des tendances centrifuges à l'égard de la Russie, exacerbées par la crise internationale, la « déstabilisation » des pays de l'Europe de l'Est est à l'ordre du jour. Et cette fois l'Amérique, qui jusqu'ici a laissé Moscou régler ses affaires comme elle l'entendait de son côté des limites établies à Yalta, compte bien y mettre son nez. Tant par appétit économique et historique que par besoin d'y apporter ses méthodes pour faire régner l'ordre. La Pologne, économiquement écartelée entre les deux Allemagnes et la Russie, et socialement éruptive, était donc bien choisie pour venir y planter le premier étendard de la croisade pour les « droits de l'homme ».

Naturellement, les « droits éternels » ne sont que le masque hypocrite qui cache le droit du capitalisme américain, à travers son représentant collectif, l'Etat, de piller et d'ensanglanter le monde entier. Aussi était-il facile de s'attendre qu'à Téhéran, où les opposants sont assassinés par tournées — mais tout à fait légalement, attention! — Jimmy Carter se soit laissé convaincre que le Shah était un défenseur militant des droits de l'homme.

Et pour cause! « Il n'existe aucun Etat, a-t-il expliqué, aucun autre pays qui soit plus proche de nous en ce qui concerne la programmation de notre sécurité militaire mutuelle » (voir *Le Monde* du 3 janvier). C'est sans doute pour cette raison que lorsque Carter affirme que la Somalie « a besoin d'être mise sous la bonne influence », il pense tout naturellement à l'Iran pour faire le travail, un Iran qui est donc considéré bien plus que comme le simple « gendarme du Golfe ».

C'est sans doute aussi la raison pour laquelle, juste avant le voyage, un rapport soumis au Sénat proposait (selon *Le Monde* du 23 décembre) que « les Etats- »

(suite page 3)

programme communiste

N° 75 - Déc. 77

- L'Internationale des flics au travail
- Sur le fil du temps : Espace contre ciment
- Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine
- En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara
- Note de lecture : L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

le vendredi 10 février, 20 h 30, salle de l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris (métro Alexandre-Dumas).

Ou préparation électorale
Ou préparation révolutionnaire!

Le PSU dans la « bataille » électorale

UN LARBIN BIEN ESSOUFFLÉ

L'attitude du PSU dans les élections est liée à sa nature de parti marginal et s'inscrit dans la trajectoire d'une vie aussi tourmentée, et tortueuse, que comique.

Cette organisation est née de la convergence de deux mouvements. D'un côté de vieux baroudeurs de la social-démocratie à la Depreux, ayant besoin de prendre un peu de recul par rapport à la SFIO, trop compromise dans la répression des mouvements de grève comme des luttes d'indépendance. De l'autre côté un mouvement de réaction hyper-démocratique et petite-bourgeoise au stalinisme et à la social-démocratie, en provenance du PC, des jeunesses catholiques et même du trotskysme, et qui a fait ses armes dans l'UNEF eet dans la « lutte antifasciste » pendant la guerre d'Algérie.

Que pouvait donner cette rencontre, sinon un programme d'« unité populaire » autour d'une alliance PC-PS sur le terrain parlementaire et d'un accord CGT-CFDT sur le terrain syndical? Mais il s'agissait d'une rencontre « conflictuelle », dans le jeu complexe entre deux tendances. Pour simplifier : une droite favorable à une unité « par en haut » avec les grands du réformisme, et une gauche favorable à une unité « par en bas », c'est-à-dire sur la base d'un mouvement populaire dont on prétendait qu'il devait « contrôler » et « infléchir » l'unité au sommet, mais qui, en réalité, ne peut fonctionner — comme l'a encore confirmé la « révolution portugaise » — que comme organe d'entraînement du gouvernement, parce qu'il est orienté par les mêmes principes.

C'est dans ces conditions que le PSU, toutes tendances confondues, a pu prendre appui sur mai 68 pour gonfler ses rangs de partisans d'une spontanéité populiste et autogestionnaire. Mais un tel cours n'était possible qu'autant que le PC et le PS restaient désunis.

La signature du Programme commun devait à terme vider le PSU de sa tendance de droite, à laquelle il ne laissait plus subsister d'espace indépendant. C'est ainsi que Rocard, Chapuis et consorts sont partis donner au PS une vague aura populaire, après le retour au bercail des vieux routiers à la Martinet.

Quant au reste du PSU, il a été projeté par la force des choses dans une de ses insupportables périodes d'activité « gauchiste ». Là aussi, il a rendu d'éminents services. Sa « phrase révolutionnaire » ne lui a pas seulement permis de s'agréger le courant pabliste de l'AMR, autogestionnaire hyperspontanéiste, mais aussi d'attirer toujours plus l'extrême gauche officielle, et avant tout la LCR, grâce aux liens entretenus avec elle, dans le marais du démocratisme pur et du suivisme le plus effronté à l'égard des partis de gauche.

Mais en facilitant le rôle centriste de l'extrême gauche, qui fait désormais le travail de conciliation et de racolage pour la gauche bien mieux que lui, le PSU devait alors également se vider de son courant de gauche. C'est ainsi que les élections présidentielles de 74 ont marqué le départ du courant mao-réformiste, qui a donné la GOP et fusionné avec « Révolution » pour donner l'OCT ; quant aux élections municipales

de 77, elles ont provoqué le départ de l'aile pabliste, qui vient de fonder les CCA avec les exclus de la LCR.

Sans droite ni gauche désormais, que reste-t-il du PSU? Les ardeurs romantiques laissent la place au froid calcul des politiciens réformistes qui en connaissent un rayon en matière de conservation sociale.

Et l'« unité populaire par le bas », qu'en reste-t-il? Edmond Maire a accusé le PSU de vouloir créer des « rassemblements de travailleurs pour l'unité populaire » qui « risqueraient fort d'opposer des minorités militantes de base [le basisme, pouah!] aux partis de gauche, créant ainsi une plus grande confusion et confirmant encore la désunion actuelle ». Jamais de la vie! Loïn de nous cette « conception avant-gardiste », a répondu le PSU. Nous sommes pour « l'unité populaire en partant des préoccupations réelles des travailleurs », mais nous n'opposons pas la base et le sommet (réformiste, il va sans dire) : « Nous n'avons pas avancé la thèse d'une opposition entre ce débat dans les entreprises et les discussions à un niveau national. Au contraire, nous invitons toutes les forces populaires à des rencontres pour l'unité au niveau national » (*Tribune Socialiste* n° 762 du 17-11-77).

Bref, le PSU est pour la « mobilisation » des travailleurs, mais uniquement avec l'autorisation des partis de gauche, et pour leur compte...

On aurait donc tort de le considérer, comme il s'en plaint d'ailleurs lui-même, comme un simple « vélosolx de la gauche » faisant la navette entre le PC et le PS : il est bien leur lardin.

La voie difficile mais sûre de la révolution communiste

(suite de la page 1)

conditions de vie et de travail s'est accompagnée, dans notre heureux pays, d'une diminution des journées de grève ! Ce fait suffirait à lui seul à fonder notre position abstentionniste !

C'est avec cette perspective grotesque que le réformisme officiel a réussi à ensorceler les restes du courant immédiatiste et spontanéiste soixantuitard que la répression bourgeoise des années précédentes n'avait pas détruit, mais avait convaincu de la nécessité de plus de sagesse, et qui s'est lancé à fond dans la course électorale au point de transformer le gouvernement de gauche, de condition prétendument favorable en toutes circonstances à la lutte ouvrière en **voie de passage obligatoire** de sa défense et de son émancipation. Une confirmation supplémentaire pour nous de l'impossibilité de constituer le parti dans l'atmosphère factice des préparations parlementaires !

Cependant, si l'union de la gauche a déjà servi la bourgeoisie avant même que la gauche aille au gouvernement, sa désunion n'a fait que prolonger les services rendus par son union, ce qui prouve bien que par nature, elle est **antiprolétarienne**...

En effet, le premier résultat de la censure de septembre a été, dans la classe ouvrière, une paralysie qui a évité à la bourgeoisie les désagréments d'une « rentrée sociale » pourtant attendue et redoutée. On en est arrivé à un tel point que les bourgeois se sont même inquiétés du silence de la classe ouvrière !

Son deuxième résultat a été la révélation brutale que l'extrême gauche s'était, à travers une longue évolution favorisée par les pratiques électorales et parlementaristes — tout coup de la répression comme tout rappel à l'ordre des bonzes syndicaux étant pour elle le prétexte à des concessions supplémentaires à l'op-

portunisme —, tellement accrochée aux basques des partis de gauche qu'elle ne peut plus vivre sans eux, sans leur union. Au point qu'elle suscite, même dans son champ d'influence, des réactions hyper-spontanéistes, « autonomes », anarchisantes — et pourquoi pas, demain terroristes —, bref une nouvelle flambée d'opportunisme romantique né en réaction à l'opportunisme réformiste et centriste.

Pendant ce temps, la masse des prolétaires peut bien être désorientée par les poses outrancièrement oppositionnelles du PCF, d'autant qu'elles sont cautionnées par une partie de l'extrême gauche. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Plus le réformisme appelle à « refuser l'austérité », et plus en même temps il inculque au prolétariat l'idée que son sort est subordonné à celui de l'économie nationale, qu'il appelle à défendre avec un chauvinisme cynique dans la concurrence internationale, préparant ainsi le terrain de tous les sacrifices ouvriers. Plus il appelle à « la lutte » et plus en même temps il interdit tous autres moyens d'action que les moyens légaux, plus il cherche à canaliser la lutte de classe sur le terrain des négociations et des élections. Et en même temps qu'il cherche à détourner la classe ouvrière de ses méthodes de classe, il appelle au renforcement de la police contre les violences privées et demande aux prolétaires de taire leurs exigences dans les casernes au nom de l'« unité de l'armée ». Bref, il contribue au renforcement de l'appareil d'oppression bourgeois, démontrant qu'il n'est d'autre façon, sur le terrain du capitalisme, de « concilier les antagonismes de classe » que de passer dans le camp adverse.

Pour tous les prolétaires qui veulent vraiment lutter pour l'émancipation de leur classe, il est grand temps de comprendre, même à travers le bilan de ces

dernières années, qu'il n'y a pas trente-six moyens d'y parvenir. **Il n'y a qu'une voie** : celle de la révolution communiste mondiale qui exige, pour bouleverser de fond en comble les rapports économiques et sociaux, l'insurrection et la dictature prolétariennes, dirigées par un parti capable, parce qu'il est doté d'un programme et de principes qu'il ne partage avec aucun autre, et d'une organisation centralisée et disciplinée qui en est le vecteur, de concentrer toutes les énergies formidables de la classe prolétarienne en une **force unique**.

Toute l'expérience de la lutte prolétarienne montre qu'il n'y a pas de voie plus facile, plus douce ou plus rapide, même si l'objectif peut sembler encore éloigné. La voie du communisme est longue et difficile, mais elle se prépare dès aujourd'hui, même dans une situation encore défavorable, par un **travail obstiné** de taupe.

Il s'agit de tisser, sur les principes révolutionnaires et internationalistes du communisme, un **réseau international de parti** qui soit à la hauteur de son programme et qui soit capable d'élever sa centralisation à la hauteur de celle déjà atteinte par l'ennemi de classe, qui fait des efforts de concentration immenses à l'échelle internationale, pour des raisons antiprolétariennes.

Il s'agit, par un travail patient, tenace, de **propagande révolutionnaire** et d'éveil des prolétaires à la lutte de classe et à ses exigences, de mise à profit de toutes les brèches qu'offre la situation, de démontrer non seulement le besoin du communisme, tel qu'il ressort de la crise, des guerres, de l'exploitation, de toutes les formes d'oppression politique, mais aussi le besoin des armes de la lutte de classe : la solidarité prolétarienne, l'organisation et l'utilisation de la force et de la violence de classe, et en particulier des principes de la révolution — insurrection et dictature —, le besoin du parti.

Et nous n'avons aucune gêne à profiter, de ce point de vue, des possibilités de propagande que nous offre la campagne électorale pour intervenir dans les réunions, dans les meetings et partout où cela est possible pour défendre, contre toutes les formes de l'opportunisme, les principes communistes et les méthodes de la lutte de classe, et pour démontrer qu'elles sont devenues définitivement incompatibles avec la participation aux élections.

Y a-t-il un meilleur terrain pour cette propagande que celle qui prend appu sur la lutte ouvrière elle-même, celle qui guide ses pas par un bilan critique de son action, la fait avancer et lui ouvre la voie ? Celle qui sait que cette lutte est encore fragile et qui ne la brise pas par des objectifs immédiats hors de ses forces, mais qui a la certitude que demain elle deviendra invincible pourvu que le parti ne sacrifie à aucune mode immédiatiste, qu'il y intervienne avec la conscience claire qu'il apporte dans tout mouvement contingent les **intérêts généraux et historiques de l'ensemble du mouvement** ; qu'il sache aider la lutte et la renforcer en l'appréciant pour ce qu'elle est et pour ce qu'elle peut et doit devenir, en y participant avec son drapeau à lui, avec sa position caractéristique qui ne peut être compromise avec personne.

Sans ce travail, qui consiste à attiser les foyers de vie de classe indépendante qui naissent des étincelles spontanément jaillies des contradictions matérielles de la société bourgeoise et que la crise capitaliste rend plus nombreuses, le parti ne pourrait trouver les conditions pour devenir réellement **l'organisation effective et militante** des forces prolétariennes de classe. Et notre méthode abstentionniste fait de nous les seuls qui n'ayons, particulièrement en cette période, aucune raison, même inconsciente, d'abandonner cette lutte en la sacrifiant sur l'autel des offrandes parlementaires et électorales.

Notes politiques pêle-mêle

● Le PC pour une armée forte

Le PC vient de déposer une proposition de loi pour que la « France éternelle » se dote d'une armée plus efficace.

Bien sûr, il y réaffirme son attachement récent mais définitif au maintien de la force de frappe. Mais comme aucun impérialisme ne peut se contenter, en cette période troublée, de simple « dissuasion », le PC comprend tout à fait les besoins du sien en accordant que la défense doit s'appuyer aussi sur des « moyens diversifiés et pas seulement nucléaires » (*Le Monde* du 6 janvier).

Il rappelle bien sa marotte, à savoir que la défense ne doit pas être dirigée contre un seul adversaire, mais être omni-directionnelle », langage technique qui traduit sur le plan militaire ce fait prosaïque que, dans le capitalisme, **tout le monde est l'ennemi de tout le monde**. Mais que vaut son opposition à l'atlantisme de Giscard — et de Mitterrand —, quand il donne à l'armée les moyens pratiques de se renforcer même sous la coupe américaine. Cela signifie que le PC préfère encore une bonne armée française du côté de l'Amérique à une armée plus faible mais conforme à ses rêves, c'est-à-dire « indépendante ».

Surtout il n'oublie pas que **l'union fait la force**, là comme ailleurs, et il se propose d'améliorer l'efficacité et la cohésion de l'appareil militaire par « l'union intime de la nation et de son armée ainsi que par l'unité profonde de celle-ci ». Naturellement, il a raison, d'un point de vue bourgeois, s'entend. Puisque les nations sont divisées en classes antagonistes, comment réaliser l'« unité de la nation » sans l'imposer par la force armée ? Et puisque l'armée bourgeoise cherche à faire marcher les prolétaires qui en sont la piétaille contre leur propre classe, comment les faire obéir sinon par le despotisme hiérarchique et disciplinaire ? L'existence même du mouvement de soldats est la preuve vivante de l'impossibilité réelle de vivre dans l'armée sans lutter pied à pied contre le corps des officiers, c'est-à-dire, même

pour les revendications immédiates, **contre... l'unité de l'armée !** Au moins, le PC dit à qui veut l'entendre, de quel côté de la barricade il se place. Et il n'y a que l'extrême gauche pour ne pas entendre.

● Le rôle « bénéfique » du PS... et du PC (pour les bourgeois)

Ainsi, les 2.400 francs minimum en mars 1978, qui étaient encore hier considérés par les « experts économiques » du PS comme une démagogie honteuse et une proposition de faillite pour l'économie nationale — ce qui, soit dit en passant, signifie que les intérêts de la classe ouvrière et ceux de l'économie nationale sont incompatibles ! — sont devenus souhaitables et figurent désormais dans les promesses électorales du PS.

C'est que la classe bourgeoise aussi met la politique au-dessus de l'économie : elle peut bien faire quelques sacrifices pour avoir la **paix sociale**. Et les quelques flammèches de lutte de ces dernières semaines font craindre que malgré les élections, la classe ouvrière ne se tienne pas partout tranquille, d'autant plus que leur enjeu, ne serait-ce que d'un point de vue de satisfaction immédiate, apparaît bien faible !

Cela confirme une autre chose. C'est que le PS n'a pas besoin du PC pour faire semblant de céder à sa pression et que la bourgeoisie envisage allègrement une mise en réserve de ce dernier au moins pour l'avenir immédiat. Ce que le PC comprend très bien de son côté, puisqu'il favorise cette issue en ne donnant même pas un accord de désistement réciproque au PS, chose qu'il n'a pas fait depuis plus de quinze ans. Mais nous ne pensons pas, nous, que cette opposition soudaine peut redonner entièrement au PCF la virginité politique qu'il recherche dans cette opération.

En tout cas, Carter n'est pas très gentil quand il affirme que Mitterrand « joue un rôle bénéfique dans la vie politique française », car Marchais y joue un rôle tout aussi éminemment positif. Mais il ne pouvait le dire sans dévoiler maladroitement la fonction de la démocratie : traîner le prolétariat par le bout du nez par le **pluralisme**, même quand la phraséologie socialiste et prolétarienne n'est plus possible.

● Electoralisme d'« extrême gauche »

« Mais où sont les gauchistes d'antan ? », ricanait **France Nouvelle** du 28 novembre. Et effectivement les dirigeants du PCF, accablés de lettres ouvertes, délégations, télégrammes et pétitions réclamant l'unité électorale PC-PS, doivent bien rire devant la dégringolade généralisée des ex-héros de 68 atteints de crétinisme parlementaire. L'OCI, qui dénonçait autrefois « l'OPA du politicien Mitterrand sur le Parti Socialiste », est la plus acharnée à s'accrocher à ses basques. Et les vieux renards du PC de se donner des airs « orthodoxes » sur le dos de ces inconditionnels de l'unité : « Nous ne voulons pas d'un gouvernement de gauche qui fasse une politique de droite. Certes, il faut chasser Giscard, mais pour mettre en œuvre le Programme Commun, pour assurer un vrai changement. On ne s'unit pas sur n'importe quelle politique » (dialogue rapporté dans **Informations Ouvrières** du 12 octobre). La LCR, pour sa part, a fini par s'aligner presque entièrement sur l'OCI, en axant sa campagne sur l'« unité ouvrière » assimilée à l'unité des deux partis de gauche, et en réclamant le « désistement réciproque et sans conditions au second tour ». L'OCT suit la LCR, tout en protestant pour la forme : mais il faut bien « chasser la droite » ! Il n'y a que LO qui n'ait pas changé : mi-apolitique et mi-electoraliste aujourd'hui comme hier, immuable dans son éternité de secte.

Afrique

Attention : chasse gardée !

L'impérialisme français s'inquiète de la situation de l'Afrique où tout changement entraîne des risques pour ses chasses gardées. Aussi Giscard a-t-il consacré une partie de son discours de nouvel an à la politique africaine :

« Nous nous refusons à ce que nos amis africains, en particulier les plus faibles d'entre eux soient soumis à des menaces de déstabilisation [...] La France n'abandonnera pas les faibles dans l'exercice de leurs droits légitimes à l'indépendance et à la sécurité » (voir *Le Monde* du 4 janvier 1978).

Il faut dire que les Etats que l'impérialisme français a été contraint de laisser naître, il s'est débrouillé pour qu'ils soient les plus petits possibles ; et plus, ils s'entredéchirent dans des rivalités qu'il a lui-même en bonne partie suscitées, et plus il peut se permettre le luxe de faire apparaître la défense de ses intérêts propres comme la défense des petits Etats. C'est le cas de Djibouti qu'il prétend protéger de ses voisins, l'Ethiopie et la Somalie. C'est aussi le cas en Mauritanie, où la seule raison de la résistance sahraouie serait, selon sa thèse, évidemment due à l'Algérie et non au fait que le Maroc et la Mauritanie ont privé sous son égide cette population du rêve d'une indépendance qu'elle pensait avoir arrachée aux Espagnols.

Pour mémoire, l'impérialisme français s'intéresse tant à l'Afrique qu'il en reste le premier fournisseur et un des premiers investisseurs, et qu'en 1976 il y avait sur ce continent 300 000 Français. Si le nombre a chuté en Afrique du Nord depuis 1960, il est à peu près resté stable en revanche en Afrique Noire. Il a même progressé en Côte d'Ivoire, où il est passé de 15 000 à 40 000 aujourd'hui (46 000 si l'on ajoute les coopérants), comme le note *Jeune Afrique* du 28 décembre 1977.

Face au pacte de la Moncloa en Espagne

Impuissance et capitulation de l'extrême gauche

Le Pacte de la Moncloa est la version espagnole des programmes bourgeois mis en pratique dans tous les grands pays capitalistes pour amortir les coups de la crise sur la classe capitaliste, grâce à une pression accrue du capital sur la classe ouvrière entraînant une détérioration des conditions de vie et de travail de cette dernière, et grâce au renforcement des ressorts de l'Etat contre des mouvements éventuels de révolte.

Le PSOE et le PCE sont la clef de voûte de cette offensive bourgeoise coiffée par la démocratie espagnole, dont le rôle historique est, précisément, d'intégrer activement ces deux partis à la défense de l'Etat et des intérêts du capitalisme. Le secrétaire général du PSOE, F. Gonzalez, écrit : « En vérité, il faut dire aussi que, s'il était aujourd'hui obligé de gouverner, le PS n'introduirait pas de variantes substantielles au projet global [de la Moncloa] », et il reconnaît au gouvernement le « droit » d'appliquer rétroactivement les accords établis afin d'assurer le « partage équitable » des sacrifices entre tous les salariés (*El Socialista*, 4-12-77). A son tour, le PCE, comme pour dissiper tout doute qui pourrait encore exister, rappelle que « les communistes [ont] salué avec enthousiasme la signature du Pacte de la Moncloa. [...] Mais [qu'ils ont] dit aussi que la seule signature du Pacte n'était pas suffisante : il fallait le défendre et l'exécuter [...] sous tous ses aspects [...] Il faut accepter toutes ses implications : le défendre et participer à son interprétation et à sa mise en pratique » (éditorial de *Mundo Obrero*, 24-11-77). C'est précisément pour défendre et appliquer le Pacte de la Moncloa que le PCE réclame sa participation à un gouvernement d'« unité nationale » allant de l'Alianza Popular jusqu'au PSOE, en passant par l'UCD de Suarez.

Cela démontre qu'il existe déjà un « programme de gouvernement d'unité nationale » appuyé dans les faits par tous les partis parlementaires. Ce programme, c'est le programme de la démocratie, qui démontre, une fois de plus, son caractère foncièrement antiprolétarien.

Au lieu de préparer le prolétariat à combattre la démocratie et ses partis « ouvriers » — ce qui est la condition sine qua non pour toute lutte conséquente, y compris sur le terrain de la défense immédiate, la majorité des groupes d'« extrême gauche » ne font qu'apporter de l'eau au moulin du front

uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

C'est ainsi que l'opposition du maoïsme officiel au Pacte de la Moncloa n'est qu'une mascarade sinistre dont la fonction est de combler le vide laissé éventuellement par le PCE. La CSUT (Confédération des Syndicats Unitaires des Travailleurs, courroie de transmission du principal parti maoïste, le PTE) a publié un pamphlet prétendument critique à l'égard du Pacte, intitulé *Pour une alternative à la crise favorable aux travailleurs*, dans lequel elle confie au prolétariat la tâche « de classe » de collaborer à la solution de la crise capitaliste. Pour qu'il puisse accomplir cette tâche, la CSUT se déclare « prête à accepter des sacrifices » des ouvriers et propose une « répartition juste et équitable » des « efforts et des sacrifices entre tous les secteurs de la population ». Avec cette intention... révolutionnaire, la CSUT renonce « dans l'actuelle situation de crise, à élever notre niveau de vie » puisqu'« il serait illusoire [...] de prétendre autre chose » et, du même coup, renonce à fixer de façon concrète l'allocation chômage (tout pour le sacrifice!). Cependant, en même temps qu'elle procède à toutes ces renonciations, elle exige un soutien financier accru de l'Etat à la petite et moyenne entreprise... En réalité, comme ces maoïstes le disent eux-mêmes, leur opposition (de façade) au Pacte est due uniquement au fait que celui-ci est « un plan irréfléchi et irresponsable préparant le terrain à la déstabilisation politique », puisque « les larges masses laborieuses [...] se mobiliseront contre des mesures si arbitraires » ! Le vrai titre du « plan contre la crise » du PTE devait être « Plan maoïste contre la lutte de classe et pour la paix sociale »...

On ne saurait donc être surpris qu'il existe actuellement une véritable idylle entre le PTE et le PSOE, le premier gémissant sur le fait que le second a « fait les frais » parlementaires du Pacte

gouvernement-opposition. Et à la lune de miel participe l'ensemble du maoïsme officiel puisque l'ORT déclare de son côté : « Le PSOE se placera progressivement [...] du côté des masses, du côté de l'ORT [...] Alors il contribuera véritablement à opposer une alternative populaire face à l'UCD : l'unité de la gauche qui conquiert la victoire dans les élections qui seront convoquées une fois fini le processus constituant. L'unité de la gauche susceptible de permettre la formation d'un Gouvernement Populaire dont le PSOE sera une pièce fondamentale » (*En Lucha*, 10-11-77).

Pour ce qui est du trotskysme, la LCR — qui est hypnotisée par la « conquête » d'un gouvernement PCE-PSOE — a réagi en déplorant que le Pacte n'ouvre pas la voie à un tel gouvernement « ouvrier » de ces deux partis, alors que ceux-ci ne cessent de proclamer leur volonté inébranlable de plier les travailleurs aux exigences de la classe ennemie. « Comment peut s'ouvrir l'alternative de pouvoir au PSOE », se demande la LCR qui s'empresse de répondre : pour y parvenir, il faut « combattre frontalement le programme économique et politique du Gouvernement [soutenu par le PSOE — ndr], [...] s'appuyer sur la mobilisation et sur les organisations [des travailleurs] [que le PSOE sabote — ndr], présenter sur ces bases une alternative unitaire de pouvoir avec l'autre grande force ouvrière du pays, le PCE. [...] Nous sommes prêts à lutter pour cet objectif. C'est pourquoi nous soutenons que les partis parlementaires ouvriers [sic] doivent former un bloc unitaire dans les Cortes, et que les partis et les syndicats ouvriers, de même que les associations de quartier, doivent lancer la bataille [pour le « grand objectif révolutionnaire » qu'est] la convocation immédiate des Elections Municipales [!!!]. Par cette voie nous pouvons vaincre le Gouvernement. C'est la forme qui permet de rendre immédiate l'alternative d'un Gouvernement

(Suite page 8)

En Tunisie, coup de pied prolétarien dans la fourmilière bourgeoise

La vague d'agitation sociale qui a culminé en Tunisie avec la révolte de Ksar Hellal (voir *Le Prolétaire*, n° 256) n'est pas encore retombée. Les manœuvres d'Habib Hachour (par exemple la création de « commissions » UGTT-ministère après le 19 novembre) ont réussi à différer, après les débrayages d'avertissement de décembre, la grève illimitée des mineurs des phosphates et la

grève des cheminots prévues pour ce début janvier. Mais l'agitation persiste : le 4 janvier, ce sont les ouvriers agricoles du secteur public qui se sont mis en grève, et la grève des raffineries près de Bizerte pourrait avoir des prolongements.

Comme le coup de pied dans la fourmilière, l'effervescence ouvrière depuis octobre a fait grouiller et reparaitre au premier plan des « forces de rechange » possibles de la bourgeoisie : les « libéraux » archi-compromis du parti social-démocrate de Mestiri sont venus chanter les mérites de la « décripation », en donnant la main au pro-libyen Masmoudi (un « espoir » bien déverni lui aussi). On mesurera les limites de cette opposition (si loyale qu'elle envisage de réintégrer malgré tout le Néo-Destour) quand on saura qu'elle propose comme solution à la crise la signature d'un « Pacte national » conclu entre « tous ceux qui veulent agir dans le respect de la Constitution » [et Mestiri a ajouté — de la personnalité de Bourguiba —] en garantissant l'exercice effectif des libertés et la libre confrontation des choix politiques ». Le Parti Communiste Tunisien et le Mouvement d'Unité Populaire de Ben Salah ont souscrit à ce programme hautement belliqueux !

On comprend que, malgré le petit coup de théâtre du limogeage de Belkhouja (ministre de l'intérieur au moment de Ksar Hellal) et du remaniement ministériel, l'Etat

tunisien se montre paradoxalement libéral envers cette opposition, autorisant le retour de Masmoudi et la publication d'Errai (L'Opinion), organe de Mestiri et autres démocrates bourgeois. Face à une agitation ouvrière profonde, l'Etat se ménage un éventail de réponses possibles : il renforce ses organes de répression (en nommant à la direction de la Sûreté un militaire formé par les Américains). Mais il tient en réserve les partisans du dialogue, comme Belkhouja lui-même, qui préconisait peu avant son renvoi de donner « à une population jeune de plus en plus nombreuse et exigeante le moyen de s'exprimer afin d'atténuer le sentiment de frustration qu'elle éprouve devant les inégalités sociales » (*Jeune Afrique*, 11 janvier 1978).

Les dirigeants de l'UGTT (entièrement soutenus par le PC tunisien) s'activent pour pousser le mouvement social vers une solution de rechange de ce type, nullement incompatible d'ailleurs avec un resserrement de l'état sur le prolétariat. C'est un motif de plus pour rappeler le besoin d'un parti communiste autonome capable de capitaliser et de concentrer la combativité des prolétaires pour la défense de leurs intérêts de classe et leur émancipation révolutionnaire du capitalisme, au lieu d'essayer de la donner en masse de manœuvre à des fractions bourgeoises impuissantes et vendues.

La croisade de Carter

(Suite de la page 1)

Unis ne protestent pas si l'Iran se sent obligé d'attaquer l'Arabie Saoudite ».

C'est sans doute enfin la raison pour laquelle Carter se devait de faire une visite à Ryad pour rassurer Khaled et montrer que l'Amérique, selon sa mission universelle, saurait se montrer bon arbitre entre les deux Etats, pourvu que tous deux continuent de se soumettre à elle. Même chose à Assouan, où Carter a été contraint d'aller pour compenser les bénédictions trop publiques faites à la politique de Begin : après avoir refusé la création d'un Etat palestinien, il fallait venir dire pour le parterre que les Palestiniens avaient des « droits historiques », au moins ceux d'être menés en bateau par tous les Etats arabes et leurs dirigeants officiels.

Mais avant Ryad et Assouan, Carter a fait un crochet à New Delhi. Il valait la peine d'inspecter l'Inde débarrassée de l'« autocratie » d'Indira Gandhi — entendez de ses amitiés soviétiques — et de nouveau « libre » pour de nouvelles amours avec l'Amérique.

Ces amours retrouvées, elles ont également été fêtées à Paris — et à Omaha Beach — dans la communion du passé ! *Le Matin* écrivait avant ce voyage, le 17, que Carter entendait « aborder trois grands sujets avec Giscard : l'Afrique, les rapports Est-Ouest et, bien sûr, le Proche-Orient. A propos de l'Afrique, le président américain a précisé que les liens historiques existant entre la France et ce continent l'aideraient sûrement à avoir « une nouvelle compréhension » de ses problèmes ».

Bel exemple de cynisme ! Si l'on comprend bien, le marché a été le suivant : « On essaiera de ne pas trop vous gêner en Afrique pourvu que vous vous montriez raisonnables dans l'alliance avec nous ». Il n'est donc pas étonnant que, toujours selon *Le Matin*, Carter ait « dit aussi que, bien que la France se soit retirée du commandement de l'OTAN, il avait l'intention de s'entretenir avec le chef de l'Etat français du devenir de l'Alliance ».

De quoi évidemment faire bondir Chirac et Marchais, qui se sont trouvés côte à côte pour condamner dans les amabilités de Carter envers Mitterrand, une ingénierie inadmissible « dans les affaires intérieures de la France » qui, bien entendu, ne se mêle pas de celle des autres...

Enfin, pour boucler la boucle de la nouvelle politique américaine, il fallait faire une halte à Bruxelles, symbole d'une Europe aux ordres. Il était nécessaire de rassurer celle-ci, car elle ne se sent pas du tout à l'aise devant la puissance économique de l'Amérique, qui entend bien prendre appui sur la relance de l'économie mondiale escomptée et sur la récente dévaluation du dollar pour partir à l'assaut des marchés perdus. Et comment la rassurer, à l'heure où, comme écrit *Le Monde* du 30 décembre, les Américains « n'accorderont plus la priorité des priorités aux rapports avec l'Union soviétique », sinon en accroissant le budget de l'OTAN et en augmentant « le nombre de soldats américains en Europe, [qui devrait] s'accroître de plus de 8 000 au cours des prochains 18 mois ».

Pas plus que le prolétariat d'Europe n'a à tomber dans le panneau de la croisade pour les « droits de l'homme » contre la Russie, il n'a à tomber dans celui de la défense du « socialisme » à l'Est contre l'impérialisme. Mais il ne doit pas non plus tomber dans le troisième piège, celui du chauvinisme européen, contre l'une ou l'autre superpuissance. Il n'a qu'une voie : lutter pour son indépendance de classe, contre tous les Etats en place, lutter contre les brigandages et l'oppression perpétrée par « son » Etat en premier lieu, et se préparer à profiter des crises dans lesquelles la tourmente précipitera demain les forteresses de l'ordre bourgeois, pour imposer sa solution, la révolution communiste.

Vietnam et Cambodge

« Deux Etats socialistes qui se font la guerre, vous voyez bien que le socialisme ne change rien ! ». Un seul hic dans cette trouvaille : c'est que ni le Vietnam ni le Cambodge ne sont socialistes. Ils ont fait leur révolution bourgeoise, ce qui est déjà beaucoup, mais ne sont pas — et auraient pu difficilement ! — aller au-delà.

Ajoutons que la bourgeoisie vietnamienne, la seule assez puissante pour unifier l'Indochine, mais qui s'en est bien gardée et qui a trahi les paysans cambodgiens, récolte ce qu'elle a semé : les querelles entre nationalités indochinoises — véritable régal pour les impérialismes de tous bords — dans lesquelles les prolétaires et les paysans pauvres de quelque côté que ce soit n'ont rien à gagner.

Récompense

L'un des artisans les plus importants de l'application de la politique d'austérité en Grande-Bretagne, le bonze syndical Jack Jones, secrétaire général des transporteurs, vient d'être récompensé pour le travail qu'il a accompli : il a été fait compagnon d'honneur de la reine d'Angleterre. Cet ordre, qui ne compte que 64 membres en plus de la reine, honore ceux qui ont rendu des services d'importance nationale (*Le Monde* du 3 janvier).

Sans les bonzes du type de Jack Jones le contrat social n'aurait jamais pu être appliqué par le gouvernement sur le dos des travailleurs.

La récompense qu'il mérite en fait c'est celle que son collègue Joe Gormley a reçue récemment de prolétaires anglais en colère : ils lui ont craché au visage.

Le grand jeu de l'opportunisme au Centre de tri Postal de Créteil

Nous avons à plusieurs reprises dénoncé dans notre presse et dans notre bulletin PTT l'infâme exploitation subie par les vacataires employés dans la fonction publique.

Jeunes chômeurs recrutés dans le cadre du plan Barre-bis, ils sont embauchés par contrat de trois mois renouvelables trois fois au plus, pour un salaire de 1 300 F par mois ! Licenciés à tout moment, sans préavis ni indemnités, ils subissent un véritable régime de terreur qui vise à les maintenir dans l'acceptation silencieuse de ces méthodes bestiales d'exploitation (cf. **Le Prolétaire**, n° 250).

Parmi les rares réactions de défense dans lesquelles les agents titulaires ont exprimé une réelle solidarité pour leurs camarades vacataires, la lutte que les travailleurs du Centre de Tri Automatique de Créteil mènent depuis plus de deux mois pour la réintégration d'un jeune vacataire licencié fin octobre est riche d'enseignements.

Ce dernier a été licencié, après 15 jours d'utilisation, pour s'être insurgé contre les conditions de travail insupportables qui existent dans son service. Aussitôt, et dans des conditions difficiles, quelques militants syndicaux et une partie des travailleurs se sont élevés contre ce licenciement, dont l'administration a fait ouvertement une question de principe. Les assemblées du personnel se sont multipliées dans les services pour appeler les titulaires à la solidarité, et dénoncer les conditions d'exploitation des vacataires.

Une grève est organisée le 3 novembre. Le 16 novembre, lors d'une grève nationale bidon touchant les seuls agents du tri, les préposés se joignent à la grève en signe de solidarité avec le travailleur licencié. Malheureusement, l'isolement criminel dans lequel sont laissés les travailleurs de Créteil CTA par les appareils syndicaux ne leur donne pas la force d'engager une action plus directe, comme la grève de longue durée par exemple.

Pendant, les quelques militants qui se sont lancés dans la bataille et les travailleurs les plus combattifs tentent de pallier cet abandon en assumant par leurs seules forces un travail de popularisation de leur lutte à l'extérieur : ils convoquent une conférence de presse, dis-

tribuent des milliers de tracts aux métros et devant les entreprises de Créteil, couvrent la ville d'affiches appelant les travailleurs à la solidarité, tentent de se lier aux chômeurs, défilent en nombre, en un cortège très combatif, lors de la manifestation parisienne du 1^{er} décembre, etc.

Pour que les travailleurs restent mobilisés autour de leur camarade licencié, il est décidé que le vacataire sera maintenu à son poste de travail, sous la protection du personnel, jusqu'à sa réintégration.

Le sens réel de cette initiative peu commune est juste dans la mesure où il s'agissait de maintenir un lien physique entre le vacataire licencié et ses camarades de travail. Mais interprétée par les centristes de la LCR, elle prend évidemment un sens tout à fait erroné, tombant dans le gradualisme autogestionnaire. Ainsi, pour la « Taupes Rouge », la première leçon à tirer de cette lutte aura été la capacité des travailleurs à s'engager dans la réalisation des vieilles sornettes des immédiatistes aux lognons mal ajustés, comme le « contrôle ouvrier » sur l'embauche et les licenciements, etc.

La suite allait montrer qu'en matière de défense de ses intérêts de classe, la bourgeoisie savait souvent donner des leçons de matérialisme percutant à nos rêveurs indécorables : profitant de l'essoufflement des travailleurs au bout d'une lutte particulièrement éprouvante, le ministre décide fin décembre de traîner le vacataire devant le tribunal des référés qui autorise les flics à l'expulser du centre.

Le ministre avait les mains d'autant plus libres que les bonzes des fédérations syndicales ont ignoré la lutte dès le début, privant ainsi les travailleurs de Créteil de la solidarité vitale de leurs camarades des autres centres de tri de la région. Mais craignant — sans doute à tort, car la mobilisation était vraiment retombée — qu'une attaque aussi ouverte de l'administration ne transforme l'étincelle de Créteil CTA en incendie généralisé dans les bureaux parisiens, l'appareil syndical de la CGT a déployé alors ses ailes. Il s'agissait de prévenir d'éventuels débordements et d'étouffer l'extension de la lutte à la base dans une brume épaisse de « solidarité » factice, ne met-

tant en mouvement que l'appareil bureaucratique du syndicat.

Bonzes grands et petits, portant dans leurs valises les élus locaux PC-PS venus poser pour la postérité, arborant des cravates fantaisie et des écharpes tricolores devant leurs photographes, jurèrent leurs grands dieux que cette fois ils seraient intraitables avec le ministère... jusqu'au jour où, comme il était trop facile de le prévoir, ils devaient profiter d'une nouvelle retombée de la mobilisation pour accepter les prélabes du ministre à toute négociation : le vacataire ne met plus les pieds au centre, on discute après. Un retrait qui ne devait durer qu'un jour, mais qui risque fort d'être éternel.

C'est pour mettre en garde les travailleurs du CTA, qui ont encore trouvé la force d'être une cinquantaine au tribunal et de décider la grève si les flics interviennent, contre la solidarité de pacotille et les manœuvres des bonzes, que nous avons diffusé le tract que nous publions ci-dessous, à Créteil CTA et dans plusieurs centres parisiens.

Il n'est pas besoin de dire que l'orientation qu'il développe est radicalement opposée à celle des suivistes serviles de la L.C.R. (encore eux).

Le défilé de quelques notables de gauche et de leur photographes, les effets de manche des bureaucrates (qui jamais, nous avons vérifié, n'ont appelé ni préparé concrètement les travailleurs de la base dans la région à manifester une solidarité active et réelle, par la grève de soutien par exemple, aux postiers de Créteil), cette pantomime donc aura suffi à nos apôtres de l'unité à tout prix pour

Aujourd'hui la lutte prend une dimension nouvelle. Le ministère aurait pu se contenter des règlements administratifs en vigueur pour tenter de jeter dehors notre camarade. Mais à l'aube d'une période difficile et lourde de risques de conflits sociaux il a voulu en faire une QUESTION DE PRINCIPE, en couvrant son attaque d'une justification juridique ayant une PORTEE GENERALE : si la police se pointait, aidée par une justice qui n'a rien à lui refuser, comme l'a montré encore une fois le dernier procès, ce serait pour défendre le sacro-saint droit de propriété !

Voilà la seule chose que la bourgeoisie peut promettre à ceux qui veulent réagir

communier avec les bonzes sur le même autel de l'écuménisme opportuniste.

Qu'on en juge ! Après avoir glorifié sénateurs, bonzes et députés pour leur « soutien sans exclusive », le bulletin « Taupes Rouge » du CTA affirme : « Cette unité des travailleurs et de leurs organisations CGT, CFDT, PC, PS, extrême gauche, s'est aujourd'hui réalisée sur des revendications posées par les travailleurs du CTA ; pourquoi ce qui est possible ici ne le serait-il pas au niveau national pour satisfaire les revendications des travailleurs ? [...] La satisfaction de ces revendications passe par le renversement du Plan Barre, par la formation d'un gouvernement du PC et du PS en qui les travailleurs font majoritairement confiance, et dont ils exigent satisfaction en chassant Giscard et sa constitution réactionnaire ».

Il n'est pas surprenant dès lors que les militants de la LCR, constamment en retrait dans les étapes décisives de la lutte, (mais puisque les bureaucrates sont là pour faire le travail...) se soient jusqu'à présent montrés presque plus hargneux que les bonzes contre notre tract et le travail militant assumé par nos camarades dans cette lutte.

L'avenir de cette bataille difficile contre l'administration et ses alliés de tout poil méritera sûrement que nous y revenions dans notre presse. Ce sera aussi l'occasion de faire un bilan du comportement d'autres courants intéressés à cette lutte, et en particulier **Lutte Ouvrière**.

Après avoir rappelé le début de la lutte, ses exigences et l'isolement complet dans lequel l'avaient jusqu'ici confinée les bonzes, le bulletin du 2 janvier 1978 de notre groupe syndical poursuit :

à la dégradation continue de leurs conditions de vie et de travail (en particulier sur les problèmes d'effectifs et d'automatisation) : **LA TRIQUE !**

C'est pourquoi nous devons lui montrer que devant l'épreuve de force, nous ne fléchissons pas. Mais qu'au contraire, plus elle s'engage sur la voie de la répression ouverte et plus nous serons déterminés, résolus et unis pour nous défendre.

A Créteil CTA, nous avons déjà montré notre résolution à être tous solidaires de François en le soutenant à son procès et en décidant collectivement en A.G. de paralyser

(Suite page 6)

Chez Michelin, révolte généreuse contre l'aggravation de l'exploitation

Contrairement aux illusions que propagent les démocrates qui ont tout intérêt à cacher la réalité du mode capitaliste de production, ce n'est pas l'autoritarisme aveugle du « moyenâgeux » François Michelin rêvant de l'époque de Zola qui le pousse à généraliser le travail en semi-continu (faire tourner l'usine du dimanche 22 h au samedi 21 h, soit vingt-quatre heures de plus, alors que les luttes de 1968 avaient obtenu 30 semaines chômées). Ce sont les lois barbares du capital qui imposent à Michelin d'améliorer sa compétitivité, c'est-à-dire de trouver les moyens de vendre moins cher que les concurrents sans diminuer son taux de profit (rapport du profit recueilli au capital qu'il a fallu avancer pour le produire), c'est-à-dire encore de réaliser un taux de profit supérieur au taux moyen.

L'introduction du travail en semi-continu permettra à Michelin d'exploiter plus de force de travail avec la même avance de capital (d'où les projets de 1.000 embauches pour commencer). Par ce moyen, le capital fixe, c'est-à-dire les éléments tels que machines, outillages, etc., qui cèdent une partie de leur valeur à chaque marchandise produite tout en conservant leur forme physique et une partie de leur valeur, n'augmente pas. Simplement, l'usure (« en valeur », et non l'usure « physique », qui ne sont pas forcément superposables) annuelle sera beaucoup plus grande et l'usure totale beaucoup plus rapide.

Ce qui se produit donc avec l'introduction du travail posté continu (24 h sur 24, dimanches et jours fériés) ou semi-continu, c'est une forte augmentation de la vitesse de rotation du capital fixe, c'est-à-dire du rapport de la valeur transmise au produit en un an sur la valeur avancée au départ, et par suite une forte aug-

mentation du taux de profit. D'où la progression de ce procédé barbare d'abrutissement accéléré des travailleurs, que le capital introduit d'abord dans les branches où la lourdeur du capital investi tend à faire baisser rapidement le taux de profit : sidérurgie, pétrochimie, etc.

Bien sûr, le capital combine en même temps plusieurs mesures pour renforcer leur effet sur l'augmentation du taux de profit (et avec succès : pour Michelin, 10,5 millions NF de profits par jour en 1976, selon l'**Humanité** du 27 décembre) : entre autres, pression sur les salaires en métropole (en majorité inférieurs à 2.500 F, 50 % des effectifs de Clermont sont des femmes et des immigrés) et exportation de capital dans les pays à bas salaires (en 1976, 43 % du chiffre d'affaires du groupe était réalisé à l'étranger, où 22 usines emploient plus de la moitié des 120.000 salariés du groupe), diminuant le coût de production en dessous des conditions françaises. Rapatrier les capitaux, investir en France « en matériel nouveau qui assurerait des emplois » : ce mot d'ordre de l'opportunisme, qui pleure sur « les deux tiers des pneus fabriqués hors de France » au nom des intérêts de « l'économie de notre pays », outre son chauvinisme attisant les divisions, démontre aussi son crétinisme : l'achat de machines plus « modernes » vise à augmenter la productivité tout en licenciant du personnel.

Instinctivement, les travailleurs ont perçu dans cette attaque une attaque contre toute leur classe : le continu sera instauré demain également dans toutes les grosses entreprises de la région, liées à Michelin. Et ils ont relevé le défi, se plaçant spontanément sur un terrain de classe : grève totale illimitée des ouvriers de Michelin, le lundi 19 décembre, d'une ampleur exceptionnelle (15 000 grévistes,

la presque totalité des ouvriers, sur les 25.000 salariés des usines de Clermont-Ferrand), sans préavis, sans attendre le misérable mot d'ordre syndical de 2 heures de grève finalement donné pour le mardi sous la pression des débrayages spontanés qui existaient depuis plusieurs jours dans différentes usines. Les ouvriers se sont révoltés en même temps à Joué-lès-Tours, Bourges, Poitiers, Cholet, Montceau-les-Mines, Vannes, Orléans, Bassens, Troyes. Dès le lendemain les ouvriers de Bergougnan, usine sous-traitante de Michelin, se mettaient eux aussi en grève totale. Les conditions d'une généralisation de la lutte existaient : lors de la manifestation du 26 décembre, les débrayages furent massifs dans les grosses entreprises de la région.

L'enjeu de la lutte, ce n'était pas seulement « le week-end », « l'espace de liberté », qu'y ont voulu voir les opportunistes et humanistes de tout poil, mais avant tout l'indispensable résistance prolétarienne, dans une situation de crise économique, à l'accentuation du cannibalisme du capital, dont la soif de plus-value doit être combattue sans trêve sous peine de se laisser écraser sous l'abrutissement engendré par la production pour le profit. Il s'agissait d'une lutte-test, dans le cadre d'une attaque générale de la bourgeoisie, la classe ennemie voulant étouffer toute étincelle de lutte classiste (cf. PTT, EDF, mesures Stoléru, etc.) en prévision de l'accentuation de sa pression sur le prolétariat.

Mais, comme dans ces autres luttes, à Michelin aussi, l'opportunisme, soutien efficace de la bourgeoisie, a bien travaillé : en 10 jours, tout était liquidé. Grâce, entre autres, à la méthode démocratique, à laquelle l'opportunisme entraîne depuis bien longtemps le prolétariat ! Et c'est à juste titre qu'il se félicite (dans l'**Humanité** du

27 décembre) de ce que les ouvriers « ont pris presque naturellement le chemin de l'urne ». Pas de vote à main levée en AG, où les travailleurs auraient pu sentir leur force collective, mais des votes organisés dans chaque atelier, à chaque reprise de poste (« principe démocratique nouveau chez Michelin, signe de la force du mouvement », écrit cyniquement l'**Humanité** du 27 décembre), à bulletin secret, avec plusieurs propositions sur les formes à donner à la lutte qui ne pouvaient que désorienter les travailleurs.

Contre l'exigence vitale pour la lutte d'assurer sa défense contre les divisions et les jaunes par des piquets de grève et l'organisation, l'opportunisme a revendiqué que « les portes soient toujours ouvertes et chacun libre d'entrer et de sortir » pour « instaurer le dialogue » avec les jaunes. Dès le début, des militants syndicaux propageaient la nécessité de changer de mode d'action (comme des arrêts de travail les samedis) et loin d'unifier les luttes des différentes usines, le comité de « coordination » CGT ne donnait aucun mot d'ordre unitaire précis, tandis que la grève à laquelle les travailleurs de toutes les usines Michelin en France étaient appelés le 28 décembre devenait le jour même une « journée d'action ».

Après ce véritable sabotage qui a permis l'effritement de la lutte, quelle dérision donc que les propositions d'« action » bidon pour « continuer la lutte », proposées par l'opportunisme, que seul le suivisme le plus éhonté a pu trouver « intéressantes à plus d'un titre » ! (**Rouge**, 3-1-78).

Que les ouvriers de Michelin tirent les leçons de cette lutte pour se renforcer dans leurs assauts de demain contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportuniste !

L'ignoble campagne des bonzes contre nos camarades d'Italie

Comme nous le disions dans le numéro 255 du Prolétaire, le tract que nos camarades de la section d'Ivrea avaient distribué dans la ville pour expliquer notre position sur le terrorisme face à l'ignoble campagne déclenchée par la bourgeoisie et ses valets à la suite de l'« affaire » Baader avait provoqué une réaction des directions syndicales UIL, CISL et CGIL qui avaient lancé une campagne publique de dénonciation et de calomnie expliquant entre autres que, selon nous, « l'action terroriste devait être encadrée, pour être plus efficace » par notre parti !

Nous avons riposté en expliquant à nouveau notre position et en disant qu'il s'agissait non pas de rendre plus efficace l'action terroriste en l'encadrant dans notre organisation mais de savoir utiliser ces actions dans le cadre de la lutte révolutionnaire du prolétariat contre les institutions bourgeoises, lutte qu'il s'agit aujourd'hui de préparer.

Les organisations syndicales ont alors concentré le tir sur nos camarades dans l'usine où ils sont délégués des ouvriers au C.U. pour essayer d'étouffer notre voix parmi les prolétaires.

Le 25 novembre, le Comité d'Usine d'Olivetti est convoqué pour approuver un texte mis au point par le bureau du C.U. En gros, ce texte affirme : 1°) que le terrorisme ne peut être qu'un instrument entre les mains des forces les plus réactionnaires et anti-ouvrières ; 2°) que notre parti voudrait « faire apparaître le terrorisme comme une pratique qui plonge ses racines dans les luttes ouvrières » et que nous faisons le jeu des « autonomes » ; 3°) que notre ennemi principal est le syndicat ; 4°) que nous ne faisons aucune différence entre démocratie et fascisme.

A la suite de quoi le comité d'entreprise invite « les délégués qui ont manifesté leur approbation pour les opinions exprimées sur le terrorisme » par notre organisation à « revoir leur position » ! Et le texte ajoute :

« Dans le cas contraire, le C.U. invitera le bureau, en collaboration avec lui, à faire connaître devant les groupes homogènes qui ont élu comme délégués ces camarades de travail la position du comité d'usine sur la question du terrorisme, en montrant clairement que cette position est inconciliable avec la position exprimée par ces délégués. Et ce afin de vérifier jusqu'à quel point les travailleurs ont l'intention de leur renouveler leur confiance. [...]

Toutefois le comité d'usine, tout en reconnaissant aux travailleurs le droit de choisir des représentants selon leur volonté, rappelle que l'attitude prise par ces délégués est incompatible avec l'orientation qui doit caractériser les membres de ce comité.

[...] Le C.U. demande que la question soit examinée au niveau de l'union départementale et que soit engagé un débat à ce niveau pour vérifier si l'attitude prise par ces délégués est compatible avec l'appartenance au syndicat. »

A ce procès politique monté contre nous, les camarades ont répondu par le texte que nous publions ci-dessous et qui a été diffusé parmi les travailleurs et discuté surtout dans les ateliers dont les camarades sont les délégués :

« En réponse au texte du Bureau du C.U. du 23-11-1977, les délégués d'entreprise appartenant au groupe syndical du Parti Communiste International, section d'Ivrea, mis en cause dans ce texte, déclarent :

1°) Sur le plan de l'organisation syndicale, et donc aussi du C.U., les positions d'un membre d'un syndicat en général, et d'un délégué en particulier, ne peuvent être jugées que du point de leur concordance ou non avec les intérêts des travailleurs, intérêts que l'organisation syndicale est elle-même appelée à défendre, et non du point de vue de ses opinions politiques. La « discussion » ouverte par le Bureau est donc en contradiction avec la nature et le but du syndicat, celui-ci étant par définition un organisme ouvert à tous les ouvriers, quelles que soient leurs opinions politiques, décidés à défendre les conditions de vie et de travail de leur classe. Cette discussion n'a donc aucune raison d'être.

Toutefois, puisque le Bureau a cru

devoir se placer sur un terrain extra-syndical, en montant à notre égard un procès politique, nous répondons :

2°) C'est une manœuvre de vouloir nous faire passer pour des théoriciens du terrorisme en tant que méthode : de même que nous ne croyons pas que la révolution puisse être faite à n'importe quel moment mais nous croyons au contraire qu'on doit la préparer à travers un travail tenace au sein de la classe ouvrière et en étroite liaison avec ses revendications même minimales, de même nous excluons que les situations puissent être modifiées ou même forcées par le « geste exemplaire » d'individus ou de groupes d'individus isolés du mouvement de classe.

Ce que nous repoussons c'est la théorisation inverse, selon laquelle la classe ouvrière pourrait s'émanciper par la voie pacifique et légale de la démocratie qui exclut par principe toute forme de violence. Comme dit Lénine :

« Sans renier aucunement en principe la violence et le terrorisme nous avons demandé que l'on travaille pour préparer des formes de violence qui misent sur la participation directe des masses et qui assurent cette participation. »

Ce que nous repoussons, c'est que l'on condamne comme fasciste quiconque se révolte contre la société bourgeoise, qui est une société de violence même dans sa forme la plus démocratique, par un geste désespéré mais qui est toujours révélateur de la situation qui est faite chaque jour aux membres opprimés de cette société. Les marxistes n'ont jamais caché leurs divergences de principes avec les anarchistes et les théoriciens de la « propagande par les faits », mais aucun communiste digne de ce nom ne s'est jamais associé aux condamnations que lance l'opinion bourgeoise et petite-bourgeoise contre les auteurs d'« attentats à la bombe ».

3°) C'est encore une manœuvre de nous présenter comme des gens susceptibles de tomber tôt ou tard « dans le camp des autonomes » auxquels rien ne nous relie ni sur le plan de la théorie générale — la nôtre est matérialiste, la leur idéaliste et spontanéiste —, ni sur le plan de la stratégie et de la tactique.

4°) Il est faux d'affirmer que selon nous démocratie et fascisme seraient une seule et même chose. Ce que nous disons, dans la ligne de Marx et de Lénine, c'est que la démocratie est une forme de domination de classe de la bourgeoisie, et que le fascisme en est une autre, et que le but de ces deux formes est de maintenir, par des moyens différents, la sujétion de la classe dominée : « Les formes des Etats bourgeois sont extraordinairement variées, mais leur substance est unique : en dernière analyse tous ces Etats sont, d'une façon ou d'une autre, mais nécessairement, une dictature de la bourgeoisie » (Lénine, L'Etat et la Révolution).

La différence entre la forme fasciste et la forme démocratique fait que nous utilisons à leur égard des moyens et des méthodes différentes. Mais cela n'empêche pas que nous les combattons — et nous ne nous en sommes jamais cachés — comme des formes d'assujettissement et d'oppression du prolétariat, l'une et l'autre.

5°) La démocratie a toujours prétendu et prétend concilier les intérêts de classes que le marxisme reconnaît au contraire comme étant irrémédiablement antagoniques. C'est à l'épreuve des faits, et non sur le terrain des déclarations, que se prouve la justesse ou non de cette prétention. Et les faits de tous les jours, surtout dans cette période de crise, prouvent que même sous le masque démocratique la société bourgeoise non seulement est impuissante à donner aux

prolétaires ce qu'elle a promis et promet, mais encore qu'elle sera de plus en plus obligée de leur imposer sacrifices, misère, chômage, provoquant ainsi, nécessairement, ces explosions de violence que vous « déplorez » sans comprendre leurs causes.

6°) Notre « ennemi principal » n'est pas le syndicat, mais le capitalisme. Si la lutte contre le capitalisme implique pour nous la lutte à fond contre la politique de soumission aux intérêts de l'économie nationale que l'opportunisme a imposée au syndicat, cela signifie une seule chose : qu'il est resté au moins un noyau de prolétaires qui se battent pour que le syndicat ouvrier retourne à ses traditions, à ses méthodes et à ses objectifs de classe. Quant aux « partis ouvriers », ce qui les définit ce n'est pas l'étiquette qu'ils portent mais leur action pratique ; et cette action est une action de partis non seulement parlementaires mais encore de collaboration gouvernementale et même de gouvernement. Si nous les combattons, nous le faisons comme Lénine qui combattait les « partis ouvriers bourgeois ».

7°) Un siècle et demi d'histoire montre que les intérêts immédiats des travailleurs, aujourd'hui sacrifiés sur l'autel d'une solution impossible de la crise dans le cadre du système capitaliste, ne peuvent être défendus que par ceux qui n'ont jamais renoncé à se battre pour les intérêts généraux et les buts finaux de la classe, pour la révolution prolétarienne, pour le communisme. C'est pour la défense cohérente et intransigeante de ces intérêts que nous nous battons, aujourd'hui comme hier, dans le syndicat, dans l'usine — et dans la vie de tous les jours. Si ceci doit être condamné, nous acceptons la condamnation. Le prolétariat jugera. »

(Suite page 8)

Sur les élections syndicales en Espagne

Voici le tract diffusé en décembre 1977 par un groupe syndical local du Parti à l'occasion des élections syndicales en Espagne :

Prolétaires ! Camarades !

C'est le gouvernement, ce comité d'administration des intérêts de la bourgeoisie, qui s'appête à convoquer les élections syndicales dans les entreprises. Si c'est notre ennemi de classe lui-même qui nous appelle à élire des « représentants légaux », c'est qu'il doit y avoir anguille sous roche.

En effet, que sont ces « comités d'entreprise » dont les syndicats et les partis « ouvriers » officiels (du PCE au PTE, en passant par le PSOE) parlent tellement ? Rien de plus que des organes de collaboration de classes, élus formellement par les travailleurs mais soumis pratiquement au despotisme des patrons et de leur Etat, grâce à l'œuvre des syndicats actuels.

C'est l'Etat qui leur « octroie » la prérogative de la représentation officielle de tous les travailleurs de l'entreprise pour réaliser les contrats collectifs, pour déclarer et diriger toute grève selon les normes officielles décrétées par la loi des patrons, pour convoquer et diriger les assemblées d'usine. Tout cela parce que les capitalistes ont besoin de discipline dans les usines, d'« interlocuteurs valables » et « raisonnables » à leur service, ces interlocuteurs dont les ouvriers pensent qu'ils sont leurs représentants mais qui s'efforcent en fait de mettre un terme définitif à la guérilla quotidienne entre le Travail et le Capital dans les entreprises.

La bourgeoisie a hurlé contre le « désordre », contre la mobilisation massive des prolétaires dans les entreprises, contre les assemblées de masse combattives. Sa réponse est, aujourd'hui, l'institutionnalisation légale des comités permanents d'usine, qui auront une durée de plusieurs années et qui seront accaparés, dans leur majorité écrasante, par ces syndicats jaunes qui — comme les Commissions Ouvrières, l'UGT, l'USO, la CSUT et la SUT — ont déjà mille fois montré qu'ils se plient aux exigences dictatoria-

les de la classe ennemie (un exemple récent en est l'acceptation par les Commissions Ouvrières et l'UGT du Pacte de la Moncloa). Plus encore, l'Etat déclare illégaux — donc passibles de répression — toute assemblée ouvrière et toute grève non contrôlées par les comités d'entreprise à son service. Et, comme si toutes ces mesures légales ne suffisaient pas pour plier tous les comités d'entreprise aux volontés des patrons, l'Etat s'arroge le rôle de « juge » des « désaccords » éventuels entre les comités et les entreprises.

Le seul fait que les syndicats mentionnés aient participé aux négociations avec le gouvernement pour établir le projet définitif de la loi démontre leur caractère commun de syndicalisme de collaboration de classe. Et le seul fait de donner leur appui (au-delà de divergences de détail secondaires) aux grandes lignes du projet gouvernemental est un signe supplémentaire de leur volonté commune de se soumettre aux conditions imposées par la classe capitaliste.

Prolétaires ! Camarades !

Le mouvement ouvrier de classe ne peut se soumettre aux diktats d'Etat de l'ennemi, à aucune forme de réglementation des relations entre ouvriers et patrons. Dans la guerre de classe, le prolétariat ne discute pas avec l'ennemi les conditions de sa lutte et ne se soumet pas aux « règles » imposées par ce dernier.

C'est pourquoi là où on a la force suffisante, là où il y a de fortes expériences et des traditions de large participation ouvrière aux mouvements revendicatifs et de lutte contre la trahison des directions syndicales jaunes, avec la formation dans les entreprises de noyaux combattifs ayant une influence réelle parmi les travailleurs et constituant, de ce fait, un pôle d'organisation et de direction pour le prolétariat, le boycott des élections pour les « comités d'entreprise » aura une importance directe pour éduquer la classe ouvrière dans les saines traditions classistes, pour organiser les travailleurs en organisations ouvertes de défense économique et de solidarité

ouvrière, indépendamment de toute opinion politique. Des organisations qui doivent se placer en dehors et contre l'influence et le contrôle de l'Etat, afin de détruire les plans de la bourgeoisie et de dévoiler le rôle collaborationniste et antiprolétarien du réformisme syndical.

Prolétaires ! Camarades !

Le syndicalisme de classe — qui doit encore renaître — ne peut compter que sur l'action directe, sur l'organisation et la mobilisation de larges couches de travailleurs sur le terrain de la force collective et de l'emploi des méthodes de lutte classistes. Sa défense est inséparable d'un combat sans trêve non seulement contre la bourgeoisie, qui est notre ennemi déclaré et ouvert, mais aussi contre les directions syndicales traîtres qui en constituent les courroies de transmission cachées dans les rangs ouvriers.

La constitution d'une avant-garde prolétarienne intransigeante capable de disputer pied à pied le terrain au réformisme et de diriger, à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats actuels, une lutte sans concessions pour la défense des masses prolétariennes est une condition indispensable du syndicalisme de classe. C'est une condition pour affronter victorieusement la bourgeoisie, pour faire des assemblées ouvrières des moments privilégiés de l'organisation et de la mobilisation des travailleurs, et pour faire de la grève une arme élémentaire efficace dans le combat pour la défense des conditions de vie et de travail de notre classe.

A BAS LE PACTE SOCIAL ET LE SYNDICALISME DE COLLABORATION DE CLASSES !

A BAS LA SOUMISSION DU PROLETARIAT AU DESPOTISME DE LA BOURGEOISIE !

VIVE LE SYNDICALISME DE CLASSE !

VIVE LA LUTTE INDEPENDANTE DU PROLETARIAT POUR SES INTERETS MATERIELS ET HISTORIQUES !

VIVE LE COMMUNISME !

LES TACHES QUE LE PARTI DOIT REMPLIR POUR PRÉPARER

Le rapport de la dernière réunion générale du Parti (cf. *Le Prolétaire* n° 255 et 256) sur l'évolution et l'aggravation des conflits inter-impérialistes en liaison avec l'approfondissement et la prolongation de la crise économique mondiale (rapport qu'illustre précisément ces jours-ci, après tant d'autres épisodes, le conflit entre le Cambodge et le Vietnam) a mis en évidence les **lignes de tendance** du cycle historique actuel du capitalisme. Celui-ci n'est pas seulement, sur le plan objectif, la continuation et l'**aboutissement** du cycle précédent d'accumulation et d'expansion capitalistes : il en est aussi la continuation et l'**aboutissement** prévus par la critique marxiste, c'est-à-dire par le Parti, dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et même dès le moment où, alors que les armées se combattaient encore sur tous les fronts, commençaient déjà à se dessiner les traits essentiels et distinctifs de l'après-guerre à l'échelle internationale.

Ce n'est pas un hasard si le rapport a commencé et s'est terminé par des citations de quelques-uns de nos textes de cette époque. Tout en annonçant les phénomènes qui apparaissent aujourd'hui de plus en plus clairement comme une accumulation accélérée de matériel explosif à l'échelle mondiale, et en indiquant quels seraient nécessairement les déguisements idéologiques d'une éventuelle troisième

boucherie impérialiste, ces textes fixaient les objectifs et les tâches de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat face à cette suprême solution bourgeoise à la crise, une crise qui ne soit pas seulement économique, du « système »

Ces objectifs se résument dans la préparation de la réponse prolétarienne à la perspective d'un nouveau conflit présenté comme une énième croisade pour la « paix » et pour la « liberté ». C'est en fonction de cette préparation que les tâches à la fois théoriques et pratiques du Parti prennent relief et consistance, qu'il s'agisse, **sur le plan théorique**, de reprendre les grands thèmes du défaitisme révolutionnaire et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, qu'il s'agisse, **sur le plan pratique**, de les diffuser et de les agiter au sein de la classe ouvrière dans tout le cours de la maturation de l'affrontement militaire et dans tous les épisodes qui l'annoncent à l'échelle mondiale et d'organiser autour des indications, des directives et des mots d'ordre du parti un noyau toujours croissant de prolétaires.

Toutefois nous resterions au niveau d'affirmations justes, mais générales, si nous ne replaçions pas tout cela dans le cadre de notre « petite » histoire de parti, d'organe de combat révolutionnaire, et sur le fond de l'évolution de la situation objective.

révolution stalinienne et par le processus d'accumulation du capital et, parallèlement, du renforcement de sa domination sur le travail qui, grâce à elle, a pu se développer au cours du deuxième après guerre sans rencontrer pratiquement aucune résistance.

Nous ne sommes donc pas tombés dans le piège d'établir une équation mécanique, c'est-à-dire antidialectique, entre crise et révolution, ce qui est d'ailleurs une autre façon de faire de la **superstructure** un calque **immédiat** de la **structure**, en oubliant que la première découle bien de la seconde, mais d'une façon non **mécanique** et en réagissant à son tour sur elle.

Sur le plan plus proprement **tactique** (qui est lié à l'analyse de tous les facteurs historiques en jeu), nous passons, parallèlement au mûrissement décisif de la crise capitaliste, au travers d'un parcours difficile dont nos thèses syndicales de 1972, entre autres, sont le reflet. Il ne s'est pas agi, alors, d'« innover » en quoi que ce soit dans la doctrine et dans le programme du parti : il s'agissait au contraire d'en renouer le fil en reprenant l'analyse de tout ce qu'avait impliqué, pour la classe ouvrière, le désastre de la « troisième vague opportuniste » s'ajoutant à la vague plus ancienne de l'opportunisme social-démocrate, et de comprendre **pourquoi** et **comment** la reprise du mouvement prolétarien était condamnée à repartir **du niveau le plus bas de sa « spontanéité »**, un niveau que — malgré notre propre « perspective de l'après-guerre » — nous avions souhaité pouvoir dépasser d'un bond, lorsque nous avions indiqué aux travailleurs comme un objectif prioritaire, et presque comme un préalable de la lutte revendicative, la « reconstruction du syndicat de classe ». En effet, pour que le processus qui a fait du syndicat rouge d'autrefois un syndicat **tricolore** puisse s'inverser, deux conditions étaient et sont encore indispensables : la renaissance d'un ample et vigoureux mouvement, au moins **trade-unioniste**, du prolétariat et, dans son sillage, le renforcement du parti révolutionnaire — un parti qui doit savoir reconnaître ce mouvement pour ce qu'il est, non pour ce qu'il aurait voulu qu'il soit, et être décidé à agir sur lui en le fécondant. Sans cela la « recons-

truction du syndicat de classe », objectif inséparable en tant que tel de notre programme, ne pourrait jamais être atteint.

Plus encore, il s'agissait de reprendre conscience du fait que la rencontre entre la courbe-classe et la courbe-parti — comme le répètent à chaque instant nos textes — ne se fait pas en vertu de facteurs **purement** objectifs qui seraient suffisants en eux-mêmes pour polariser les grandes masses autour du programme révolutionnaire communiste et du parti qui le défend, ou, inversement, en vertu d'une illumination des consciences. Elle se fait à travers un processus dans lequel l'action d'animation, de **direction** et d'**organisation** du parti n'est pas moins déterminante que les poussées matérielles. Et cette action prenait un relief d'autant plus grand que pesait sur le mouvement réel un long passé de défaites qui l'avaient non seulement plongé dans le désarroi, mais aussi détruit, y compris physiquement.

Le parti reprit donc son action de façon cohérente, et sans rhétorique, sur deux plans : celui du renforcement politique, théorique, organisationnel de ses militants, et celui du développement d'interventions qui correspondaient mieux au niveau réel des luttes économiques et sociales et donc étaient mieux à même de trouver un écho **au moins** dans des couches prolétariennes d'avant-garde poussées à se battre instinctivement contre la bourgeoisie et ses serviteurs opportunistes.

L'éclatement de la crise a montré l'exactitude d'un « bilan » ou, si l'on préfère, d'une prévision qui — comme nous l'avons dit alors — ne datait pas de 1972 mais remontait au moins à 1950. Il nous a imposé de nous battre de façon cohérente pour la **défense la plus élémentaire** des conditions de vie, de travail et de **lutte** de la classe ouvrière, en repropo- sant les grands thèmes des moyens, des méthodes et même des contenus d'une résistance sérieuse à l'attaque du capital. Ce combat, dirigé contre le véritable **front uni** de la bourgeoisie et de l'opportunisme, ne pouvait se mener qu'à travers les canaux ouverts non par notre volonté mais par l'histoire : d'une part, dans les syndicats qui regroupaient l'énorme majorité des travailleurs, mais sans nous faire aucune illusion sur la possibilité de les transformer et, encore moins, de les conquérir ; d'autre part, dans les fragiles organismes que des franges exiguës de prolétaires étaient amenées à créer, dans la tentative confuse et souvent contradictoire d'organiser une défense dont les syndicats n'offraient même pas le plus petit point de départ, mais sans nous faire aucune illusion sur la capacité de ces organismes à résister longtemps à la pression de l'opportunisme syndical et aussi des courants spontanés et, d'une façon générale, gauchistes, qui très souvent les créent artificiellement et qui, toujours, tendent à en faire le tremplin de leur action de recrutement « politique » — et donc à les priver de leur caractère « ouvert » —, en les abandonnant à leur sort dès qu'ils ont épuisé cette fonction ou ne présentent plus les qualités requises pour une activité d'agitation extrêmement générale ; sans nous faire aucune illusion sur leur consistance à long terme ni prétendre le moins du monde en faire les piliers d'une « nouvelle organisation syndicale » ou, encore moins, les embryons d'organismes intermédiaires **politiques**.

C'était un combat qui était encore un combat **théorique**, mais cette théorie se projetait vers l'extérieur. Elle se traduisait non pas tant en « mots d'ordre » (car nous ne pouvions pas nous imaginer que nous mobiliserions, ne disons pas les masses, mais même un noyau **consistant** de travailleurs, même si nous espérons — nous n'hésitons pas à le dire — que la réaction ouvrière face au choc violent de la crise ne serait pas aussi lente et pénible qu'elle l'a été en réalité), que dans l'**indication** d'une **perspective** générale de rassemblement des travail-

D'hier à aujourd'hui

Sur le plan **théorique**, nous avons prévu non seulement l'inévitable explosion de la crise **économique** mondiale, mais aussi les limites du cycle à l'intérieur duquel, en gros, elle se produirait. Il ne s'agissait pas d'une prophétie mystique, mais d'une prévision scientifique basée sur l'appréciation des données objectives du cycle économique, et sur la mise à nu de ses **constantes** à la lumière de la doctrine marxiste.

Nous ne nous sommes pas contentés de prévoir l'éclatement de cette crise : nous avons examiné d'année en année — dans une série ininterrompue d'analyses du cours de l'impérialisme — les phénomènes qui révélaient l'accumulation des causes matérielles et des facteurs objec-

tifs concourant à la produire à l'échelle générale. Nous ne pouvions pas, d'autre part, ignorer ou passer sous silence les arguments, **non pas empiriques mais théoriques**, qui interdisent aux marxistes de faire dériver mécaniquement la courbe de l'évolution sociale et celle — différente, même si elle lui est liée — de l'évolution politique, de la courbe de l'évolution économique. Nous avons donc mis en évidence — en nous référant non seulement à des textes et à des déclarations de notre courant mais à des thèses et à des discours des congrès de la III^e Internationale — les causes complexes du déphasage entre les deux courbes, déphasage rendu encore plus profond et catastrophique par le phénomène de la contre-

Le grand jeu de l'opportunisme à Créteil

(suite de la page 4)

totalément le CTA par la grève IMMEDIATE DES L'INTERVENTION DES FORCES DE REPRESSION.

Le moment venu, il ne faudra pas hésiter à mettre cette menace à exécution.

Le fossé de classe entre l'administration et les travailleurs n'a donc jamais été ouvert aussi manifestement.

Il n'en fallait pas plus pour que ceux qui ont ignoré la lutte pendant deux mois arrivent à la rescousse ! C'est leur boulot !

En effet, les dirigeants fédéraux qui viennent aujourd'hui s'exhiber, flanqués des « notables de gauche », dont le fringant CATALA — si soucieux des intérêts des travailleurs qu'il vient d'augmenter les impôts locaux de 25 à 50 % — sont les mêmes qui hier ont dépensé au moins autant d'énergie pour calomnier les courageux travailleurs du Landy odieusement réprimés après leur grève de mars. Les dirigeants qui découvrent **in extremis** le « scandale » du licenciement de François sont ceux qui hier ont couvert le licenciement de Menvielle, inspecteur stagiaire au PLM, et traité de provocateurs les agents de sa brigade qui ont fait grève pour le soutenir.

C'est qu'ils ont une peur. Celle que, dans leur réaction nécessaire, les travailleurs de Créteil, qui ont par le passé tenté de faire la jonction avec ceux des autres centres, n'y parviennent cette fois, pour les besoins évidents d'une lutte QUI A UNE PORTEE GENERALE.

C'est pour éviter une telle « catastrophe » que les dirigeants syndicaux à cravates don-

nent au Centre l'illusion d'une solidarité « massive », faite de papier et de paroles et surtout bien contenue dans les limites de l'appareil syndical, compatible avec la bonne marche du « service public », de l'économie nationale dans lesquels bourgeois et ouvriers auraient des intérêts communs !

Et ils parviennent d'autant mieux à canaliser les luttes ouvrières sur le terrain électoral et parlementaire qu'ils brisent dans les faits tous liens à la base entre les travailleurs des centres différents, les privant ainsi de leur capacité de résistance.

Si tout l'appareil syndical et les partis de gauche sont venus prendre la lutte en cours, c'est parce que leur but n'est pas de prendre appui sur elle POUR RENFORCER LES RANGS DES PROLETAIRES, mais pour opposer à la méthode que le gouvernement utilise pour briser les conflits sociaux, celle de la trique, une autre méthode, qui consiste à chercher à amortir la lutte de l'intérieur, à la maintenir dans des limites raisonnables et sur des objectifs compatibles avec la défense du service.

Malgré tout ce cinéma les dirigeants réformistes retourneront bien vite une fois que l'alerte sera passée, à leurs vieilles habitudes : laisser les travailleurs seuls avec leurs problèmes, et calomnier et combattre les travailleurs combattifs !

Il est même à parier, si nous n'y prenons garde, qu'ils voudront utiliser ce « bain de foule » pour chercher à mieux poursuivre, une fois la lutte terminée, leur mise au pas des travailleurs et des sections syndicales **remuantes**.

Mais tous ces épisodes ne doivent pas cacher les exigences de la lutte qui doit pour vaincre, se placer sur le terrain des intérêts de classe des travailleurs et ne pas se laisser abuser par toutes ces belles paroles théâtrales.

Il importe avant tout que pour défendre François, comme pour préparer les luttes à venir, les travailleurs de Créteil CTA intensifient leur travail d'organisation en force indépendante et solide à la base, par de larges et fréquentes réunions de personnel dans toutes les brigades et services, et que nous cherchions à faire la liaison à la base avec les travailleurs des autres centres.

Notre victoire, de même qu'il était inconcevable de l'obtenir dans l'enceinte d'un tribunal bourgeois, de même nous ne pourrions l'obtenir en nous croisant les bras pour écouter pérorer les dirigeants des fédérations syndicales qui accourent après la bataille, mais désertent aux moments les plus difficiles, quand il s'agit de faire démarrer la lutte et de la faire durer même quand elle n'est pas encore « populaire ».

Nous n'obtiendrons cette victoire que si nous savons utiliser sans hésitation, POUR LA REINTEGRATION DE FRANÇOIS ET CONTRE LA MENACE D'INTERVENTION DES FLICS notre force de classe et nos armes de classe véritables, dont la plus efficace est LA GREVE SANS PREAVIS NI LIMITATION PREALABLE DE DUREE.

Pour vaincre les travailleurs de Créteil CTA ont enfin besoin du soutien actif le plus large, s'exprimant par la grève de solidarité, de tous leurs camarades des autres centres.

(suite page 7)

LES CONDITIONS D'UNE ISSUE RÉVOLUTIONNAIRE A LA CRISE

(suite de la page 6)

leurs, indépendamment de leur affiliation politique et de leur place dans le mécanisme de la production, sur un front compact de résistance. Que sur ce plan et **uniquement** sur ce plan, un minimum de convergence temporaire avec d'autres forces fût possible — sans que cela implique en aucune façon d'effacer les frontières tracées par notre théorie et notre programme — n'était pas théoriquement exclu et ne peut d'ailleurs jamais l'être. Il dépendait des faits de confirmer ou de démentir cette possibilité, jugée par nous **a priori** comme **minimale** et avancée avec toutes les réserves qui s'imposaient. Et les faits ont confirmé la vieille thèse marxiste selon laquelle les seuls à défendre réellement la classe dans ses intérêts immédiats, même les plus humbles, et à essayer de l'organiser sans aucun préjugé de boutique pour cette défense, ce sont ceux qui justement défendent fermement, par-delà les situations **contingentes**, les buts **finaux** du communisme.

D'un poids minime du point de vue du recrutement, les résultats de la « petite » bataille que nous avons menée apparaissent comme précieux si on les considère

dans une optique non contingentiste. Ils se résument dans une expérience accumulée par l'ensemble du parti, dans un secteur, celui de la lutte économique, dont nous n'avons jamais cessé de dire qu'il était un secteur **vital**, mais dans lequel nous n'avions auparavant réussi à pénétrer que par de minuscules brèches, et généralement à une échelle locale. Ils se traduisent par un élargissement de nos contacts avec la classe et de notre propagande **politique**; par l'acquisition d'un esprit militant plus répandu et plus enraciné, par un renforcement et une meilleure articulation de notre structure organisationnelle, et surtout par l'extension et l'approfondissement de notre lutte **théorique** et **pratique** contre l'opportunisme sous toutes ses formes, y compris « de gauche ». A une échelle que nous n'avons nullement l'intention de surestimer, a ainsi démarré sur le terrain de la lutte, à la dure épreuve des faits, le processus — **contradictoire seulement en apparence** — qui voit le parti de classe commencer à s'enraciner dans la classe en sortant de son isolement objectif et, en même temps, apparaître **seul**, avec sa physionomie propre, face à toutes les formations politiques « intermédiaires » et pseudo-révolutionnaires.

à la pure et simple propagande théorique et programmatique d'une part et à la défense immédiate des conditions de vie et de travail des prolétaires d'autre part, mais qui — en perspective — s'étend jusqu'à l'**offensive**, sur le plan d'une démonstration théorique que l'approfondissement de la crise se charge tous les jours davantage de confirmer, non seulement par les grands événements historiques, mais par des faits matériels présents et tangibles, par la faillite des illusions gradualistes et réformistes, et sur le plan de l'organisation de noyaux d'avant-garde, aussi minuscules qu'ils soient, à l'origine, mais prêts à se battre résolument non seulement contre les effets de la crise galopante de l'économie bourgeoise, mais aussi contre ses **causes**, et donc, tendanciellement, à accomplir le « saut qualitatif » du terrain de la lutte de défense et de résistance à celui de la lutte **politique générale** et offensive.

C'est pour cette raison que, dans une récente réunion de parti, nous avons insisté sur la nécessité de tirer toujours plus des confirmations matérielles du cycle que la classe traverse, les leçons **politiques** éclatantes contenues dans notre doctrine, mais rendues explicites par les faits. Et ce non parce que l'intervention dans les luttes revendicatives pourrait ou devrait être abandonnée, mais, au contraire, parce que sont en train de se créer des conditions objectives pour que naisse de ces luttes, dans des secteurs plus larges que les noyaux de leurs dirigeants naturels, non pas la « conscience du communisme » mais la conscience d'une nécessité, que posent les luttes de résistance ouvrière elles-mêmes, toujours plus poussées à se mesurer à l'appareil d'administration de la bourgeoisie, c'est-à-dire à l'Etat: celle de dépasser les limites du pur et simple terrain revendicatif. C'est sur ces étincelles — comme disait Lénine — que nous devons insérer une intervention de plus large envergure. C'est par la rencontre entre l'extension graduelle de ces étincelles et l'action en profondeur du parti qu'il sera possible de préparer le terrain

à une riposte organisée contre la perspective d'une troisième guerre impérialiste, comme « solution » aux dilemmes toujours plus angoissants que fait naître la crise économique et sociale.

C'est pour cette raison, d'autre part, que la dernière réunion générale a mis le parti devant la tâche gigantesque de la lutte, théorique d'abord, pratique et organisationnelle ensuite (mais ces deux plans se recourent et ne sont pas séparés par un mur infranchissable), contre le chauvinisme, le militarisme, les croisades de préparation « psychologique » à la guerre, les manifestations — où qu'elles se produisent — de course à la conquête de bases stratégiques hors d'Europe et, demain, en Europe même. Il s'agit là d'une tâche qui n'est pas mesurable en termes contingents mais qui ne peut être remplie que si l'on commence **tout de suite** à l'affronter, après avoir pris conscience et de l'accélération du cycle qui va dans cette direction, et du temps et de l'espace qui nous séparent encore d'une « préparation révolutionnaire » adéquate de la classe. Si, au cours de ces dernières années, nous avons conquis un espace, fût-il minuscule, dans la classe et si, en le conquérant, nous nous sommes peu à peu renforcés, cet espace doit être âprement défendu, et rien ne doit être négligé pour l'élargir, patiemment, méthodiquement, sans aucune trêve. Le fait d'avoir refusé les facilités de la « phrase révolutionnaire » pendant des années et des décennies au cours desquelles elle était — et est restée — monnaie courante parmi les courants « gauchistes », nous permet de la repousser **toujours** avec fermeté, pour affronter sérieusement les tâches graves d'une préparation exempte de toute rhétorique au cycle de bouleversements sociaux qui s'ouvre devant nous.

La condition pour que nous puissions remplir ces tâches, c'est de continuer à aller tout droit sur **notre** chemin, en évitant tout à la fois les pièges de la fausse facilité et du triomphalisme, et ceux de l'acceptation résignée des faits étroitement contingents.

D'aujourd'hui à demain

La courbe du mouvement ouvrier, qui a été une courbe descendante pendant de longues décennies (nous ne nous sommes jamais fait d'illusions et nous n'avons jamais donné d'illusions aux prolétaires sur ce point) est-elle en train de remonter? Nous pensons que, dans un processus encore **moléculaire**, la courbe, après avoir touché le fond, est en train lentement de remonter. Nous en voyons les signes — et ce n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire du mouvement ouvrier — non pas tant dans des épisodes de révolte prolétarienne ouverte (qui ne manquent pas de se produire, c'est vrai, mais qui s'éteignent rapidement et qui ne suffisent pas à rompre de façon durable la « paix sociale »), que dans les manifestations de moins en moins rares d'irritation et de détachement des prolétaires devant l'arrogance de l'opportunisme, dans le **vide** qui, dans certains endroits, commence à se créer autour de lui et que la pression inexorable de la crise ne peut qu'accentuer, en l'obligeant à ôter jusqu'au dernier masque sous lequel il cachait sa défense inconditionnelle de l'ordre établi. Nous voyons ces signes dans la crise interne qui frappe le « gauchisme » aligné, derrière le drapeau du gouvernement « ouvrier » ou de « gauche », sur le même front que l'opportunisme classique, dans un processus que l'impérieuse nécessité pour le capital de demander et, si cela ne suffit pas, d'imposer aux prolétaires de nouveaux sacrifices et de nouvelles preuves de « discipline » ne peut qu'accélérer. Nous les voyons, enfin, dans la panique que provoque, chez les bourgeois et les opportunistes, toute forme même confuse et superficielle de révolte contre le despotisme de fabrique, ou d'atteinte à la paix sociale péniblement acquise (sans parler naturellement du « terrorisme »), panique qu'on ne peut expliquer, tellement elle est disproportionnée par rapport à ses causes, que par la sensation aiguë qu'ont la classe dominante et ses valets que **sous les apparences** du calme social couve un sourd processus de révolte, et pas seulement de mécontentement, et que l'épicentre **véritable** de ce processus est (ou peut devenir) la classe ouvrière, et non les « franges » petites-bourgeoises qui sont momentanément poussées sur le devant de la scène par les déchirures de la société.

tanéisme, de la révolte terroriste, ces courants étant même destinés à être alimentés par les soubresauts de la crise économique et par le fait que la lenteur de la reprise prolétarienne ne signifie pas un processus **graduel** et **uniforme**, mais une alternance d'explosions brusques et presque imprévisibles et de brusques rechutes (comme cela est inévitable en l'absence d'un solide **pôle alternatif**) même si ce processus s'inscrit dans un mouvement **général** ascendant.

Cela veut dire que s'ouvre devant nous un champ d'action plus vaste que par le passé, un champ qui n'est plus limité

Pour le développement international de la presse du Parti !

Le parti ne pourrait remplir sa fonction sans attacher la plus grande importance au développement et au renforcement de sa presse internationale.

Notre revue théorique internationale **Programme communiste** est complétée par la publication de plusieurs revues en diverses langues. **El Programa Comunista** a désormais adopté le format de la revue théorique et présente un riche matériel pour l'Espagne et l'Amérique latine.

Notre bulletin allemand n'a pas pris le nom de **Kommunistisches Programm** seulement pour la forme : il est devenu une véritable revue et s'acquitte avec succès de ses différentes fonctions.

En Italie, nous pouvons maintenant publier, à côté du journal, des **Quaderni** dont chacun est consacré à un sujet particulier.

Un gros effort est encore à faire pour donner une fréquence plus grande à notre **Communist Program**. Il est presque inutile de souligner l'importance d'une publication en langue anglaise, susceptible de toucher de nouveaux pays, même où l'anglais n'est pas la langue maternelle.

Les journaux et bulletins du parti sont aussi en plein développement. Notre bimensuel en langue italienne **Il Programma Comunista** paraît sur 6 et 8 pages et notre **Prolétaire** paraît de plus en plus fréquemment sur 8 pages.

En outre, il est maintenant complété de plus en plus souvent par des **Suppléments** s'adressant plus spécifiquement aux lecteurs de plusieurs pays de langue française : le Supplément pour la Suisse est désormais une habitude, et cette année a vu la parution d'un Supplément pour la Belgique et, plus récemment, d'un Supplément pour l'Algérie. Tous devront être renforcés en volume et en fréquence.

La vie de notre bulletin **El Comunista** est maintenant assurée et sa périodicité améliorée. Affrontant les questions politiques d'importance qui se posent au Parti en Espagne et s'attachant à refléter la vie de la classe et celle de notre organisation, il devient un véritable embryon de journal auquel le parti doit consacrer des énergies grandissantes.

Enfin, le parti attend avec impatience le jour proche où nos sections allemandes pourront préparer, avec la sortie d'un bulletin régulier, les conditions de la publication d'un journal pour ce pays décisif pour la lutte prolétarienne internationale.

Nous reviendrons une autre fois sur les autres publications. Mais il est clair que le bilan de la presse périodique doit être considéré, sans fierté déplacée, comme un acquis important de notre petit mouvement dans son effort pour se mettre à la hauteur de ses tâches internationales.

Cet effort serait impossible à poursuivre et à accentuer sans la participation de tous les militants, sympathisants, et aussi de tous les lecteurs qui sont attachés à nos positions, pour améliorer la diffusion de la presse — et aussi sans leur contribution financière sous forme de souscriptions fréquentes et généreuses.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTES n° 9, 10 et 11

Orly, soutien, 120; Arles, pour le journal, 100; Nantes, soutien, 100; lecteurs 42, 20; Marseille, 250; Souscription exceptionnelle, 1.788,70; pour la presse internationale, 1.200; Thierry, 90; J. P., 20; François, 140; La Ciotat, 40; Aix, 20; T., 60; F., 145; Avignon, 202; Lausanne, 240; Lille, 200; un groupe de camarades, 1.700; Aix, pour la position du journal sur Bader, 100; postier PLM, 6; postier Austerlitz, 1; local, Paris, 13,50; pour Le Prolétaire, 1.300; souscription pour la presse internationale, 897,50; Strasbourg, 336,20; Lecteurs autour du journal, Lyon, 140; pour la presse du Parti, 150; sympathisants, Lyon, 182; Paris, sympathisants, 560; Local, octobre, Paris, 285,70; réunion publique Paris, octobre, 490; Wanda et Anita, 50; Barbieri, 30; Piccino, 20; Cechino, 70; Angers, 220; Paris, octobre, 633; Paris novembre, 870; Lille, 483; Paris septembre, 3.250; Toulouse, 72; sympathisants Paris, 450; Lausanne, 120; Rouen, 440; Grenoble, 20; Lausanne, 80; pour le développement de la presse du parti, 1.200; un groupe de sympathisants, 1.100; Bordeaux, soutien, 25.

Total listes 9, 10 et 11	20.052,80
Total listes précédentes	45.944,31
Total général	65.997,11

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

La campagne contre nos camarades en Italie

(suite de la page 5)

La confrontation s'est poursuivie dans une atmosphère très tendue entre tout l'éventail opportuniste et nous. Le vote qui a suivi a donné les résultats suivants : contre le texte syndical : 8 voix (nos délégués plus un autre travailleur) ; abstention d'un délégué militant du Pdup (Parti d'unité prolétarienne) ; tout le reste, c'est-à-dire quatre-vingt dix voix environ, a voté pour, depuis les membres du syndicat maison Aa-Uil jusqu'aux militants d'Avanguardia Operaia et du Pdup !

Nous sommes donc restés seuls, et nous en sommes fiers. Les révolutionnaires en paroles de l'« extrême gauche » ont profité de l'occasion pour se ranger ouvertement — par des interventions tout à fait claires — aux côtés des lâcheurs officiels du patrons et de ceux qui ont un masque « prolétarien », comme le Pci et consorts.

Les réunions succèdent aux réunions : les bonzes doivent mettre au point la sentence. En attendant arrivent les mesures disciplinaires : le bureau régional de la FIOM-CGIL déclare que nos camarades délégués font l'objet d'une mesure de « suspension ».

Le 7 décembre les délégués de la FIOM-CGIL sont convoqués à la Bourse du travail. On leur présente un texte de condamnation globale du terrorisme qu'il faut accepter ou rejeter. Ceux qui le rejettent seront exclus du syndicat. Ainsi les bonzes pourront dire que ceux qui refusent ce texte se sont mis eux-mêmes en dehors du syndicat.

La démocratie est sauve ! Nos camarades délégués sont seuls à voter contre la motion. Mais tout de suite après ils présentent eux-mêmes une motion dans laquelle on demande à l'assemblée de poser la question réelle, c'est-à-dire de se prononcer sur notre exclusion du syndicat, indépendamment des positions exprimées par rapport aux questions contenues dans la première motion. Les bonzes invoquent la procédure et déclarent que

ce type d'assemblée ne peut pas prendre statutairement une décision de ce genre qui est du ressort exclusif du bureau régional. En revanche, ils proposent une motion dans laquelle l'assemblée des délégués FIOM demande au bureau de prendre des mesures allant au-delà de la simple « suspension ».

Le vote porte, par la force des choses, sur ce second texte. Résultat : 8 voix contre, et 3 abstentions (d'Avanguardia Operaia). Ces abstentions sont significatives : comment peut-on s'abstenir sur une procédure d'exclusion ? Ou on est pour, ou on est contre. S'abstenir, cela veut dire qu'on se lave les mains de ce qui se passe et que l'exclusion du syndicat de militants qui ont toujours été au premier rang dans les luttes est une question dont on se désintéresse.

Nos camarades sont donc en fait exclus de la CGIL, mais, jusqu'à preuve du contraire, ils sont des délégués des travailleurs et non pas de l'organisation syndicale à laquelle ils appartiennent. L'attaque conjointe des bonzes Aa-Uil/CISL/CGIL entre ici dans sa deuxième phase. Au cours des prochaines semaines les bonzes provoqueront la réélection des délégués dans les ateliers où nous avons été élus en disant aux travailleurs concernés que leurs délégués ont été exclus de l'organisation syndicale et qu'ils doivent donc élire un autre représentant qui soit d'accord avec la ligne du syndicat.

L'opportunisme est donc décidé à ne tenir aucun compte de la fameuse « démocratie syndicale » pour nous empêcher de mener notre activité au sein de l'organisation syndicale. Le problème pour les bonzes est que les élections se font sur un bulletin qui ne porte aucun nom fixé d'avance et sur lequel on peut inscrire même un travailleur n'appartenant pas au syndicat. Au cas où, en dépit de la campagne diffamatoire des bonzes, nous serions réélus, il semble que la tactique du syndicat sera la suivante : il refusera de nous reconnaître. Ainsi nous n'aurions plus droit aux heures rétribuées, nous

n'aurions plus aucune « couverture syndicale » face à la direction et donc aucun « pouvoir contractuel » et il nous interdirait de participer aux réunions du C.U. Il nous faudrait alors conquérir un « pouvoir contractuel » par nos propres forces et celles des ouvriers qui nous élargiraient. Pour l'instant ceci n'est qu'une hypothèse. De toute façon nous nous préparons à la lutte dans les ateliers et partout où il sera possible de le faire.

Notre lutte, au-delà des résultats immédiats qu'elle pourra avoir, sera centrée sur le droit de tout travailleur d'appartenir à l'organisation syndicale et d'être élu délégué sur la base de la défense des intérêts de la classe ouvrière, indépendamment de ses idées politiques. Ce sera donc une lutte pour la défense de positions de principe valables non seulement pour nous, mais pour tout prolétaire qui se bat de façon cohérente pour sa classe. Tel a été le thème central du tract qui a été immédiatement diffusé par nos camarades non seulement dans l'usine mais aussi devant tous les lieux de travail, les écoles et les organismes locaux où ils ont été particulièrement actifs ces derniers temps.

L'opportunisme essaie d'empêcher la soudure entre les militants révolutionnaires et les couches prolétariennes les plus combattives, il essaie d'empêcher que le mécontentement des ouvriers ne se transforme en reprise de la lutte de classe, c'est-à-dire en une lutte qui dépasse les limites de catégories et d'entreprises et qui ignore l'intérêt de l'entreprise, le budget de l'Etat et la défense de l'économie nationale. Sa tâche de sabotage, l'opportunisme la remplit en effet pour la défense des intérêts du capital.

Nous sommes là pour nous opposer à ce travail, pour disputer à l'opportunisme le terrain de l'influence sur la classe ouvrière, pour le dénoncer devant elle comme serviteur du patron, pour indiquer aux travailleurs la voie difficile mais lumineuse de leur émancipation.

Impuissance et capitulation de l'extrême gauche

(suite de la page 3)

PSOE-PCE (Combate, 23-11-77). Après avoir joué le rôle honteux de conseiller politique du réformisme, la LCR joue celui de conseiller diplomatique de ces deux partis : « C'est un spectacle honteux et triste [...] de voir les deux plus hauts dirigeants du PSOE et du PCE s'insulter et s'accuser aux Etats-Unis, ou Camacho et Redondo [respectivement le dirigeant « communiste » des Commissions Ouvrières et le dirigeant « socialiste » de l'UGT] devant les caméras de la télévision. Jusqu'à quand va-t-on continuer à

diviser le mouvement ouvrier avec ce type d'attitudes ? » [sic !].

Ces partis ont-ils accepté et signé le Pacte de la Moncloa ? Ces directions syndicales ont-elles accepté son application ? Peu importe ! L'unité ouvrière passe par l'unité des partis réformistes et par l'unité avec eux : C'est un principe ! Et la LCR finit en déclarant : « Nous trouvons positives les déclarations publiques des dirigeants du PSOE, PCE, UGT et CO » qui vont dans le sens de ne pas accepter la rétroactivité de l'application du pacte (ce qui, d'ailleurs, n'est pas vrai !). « Nous pensons que cela équivaut, dans la pratique, à se mettre en contradiction [sic] avec la signature du Pacte. Mais nous nous foutons de cette contradiction [...] La base de l'établissement de l'unité [ne doit pas être la lutte contre le Pacte mais un] PACTE D'UNITE SYNDICALE CONTRE L'APPLICATION RETROACTIVE [!!!] DU PACTE ». L'opportunisme centriste fait toujours, aux dépens du prolétariat, toutes les « concessions » nécessaires pour obtenir l'« unité » antiprolétarienne.

Quant au spontanéisme « de gauche » d'autrefois, incarné par l'OIIC (équivalent espagnol de l'OCT), qui a mûri à la vitesse grand V jusqu'à devenir l'opportunisme spontanéiste achevé et adulte d'aujourd'hui, il pense que le gouvernement de la « gauche parlementaire » est

une condition préalable pour trouver une « issue » capitaliste « favorable » aux intérêts prolétariens : « La gauche qui est aujourd'hui au parlement est évidemment [...] une gauche réformiste et qui a démontré mille fois son inconséquence [inconséquence ou trahison ? — ndr] dans la défense des intérêts des travailleurs ; mais il lui incombe [...] de remplacer maintenant la droite et d'assumer unie les tâches de gouvernement [pour appliquer le pacte de la Moncloa... — ndr]. C'est là l'objectif que la lutte de l'OIIC poursuit dans cette période, car le fait d'imposer un gouvernement d'unité de la gauche est un pas de grande importance pour que les classes laborieuses puissent vraiment [...] commencer à chercher des issues à la crise favorables [sic !] à leurs intérêts ». Le lecteur qui ne croit pas que ce charabia est une citation littérale, ou qui pense à une mauvaise traduction, peut se reporter à Lluitem du 13-11-77.

En Espagne, comme partout ailleurs, le prolétariat ne peut réagir efficacement à l'offensive du capital que s'il se place sur un terrain d'opposition frontale et inconditionnelle à la démocratie et à l'opportunisme politique et syndical socialiste et communiste. Pour y parvenir, il lui faut aussi lutter contre les oscillations, le suivisme et l'aplatissement des centristes sans principe qui sont des alliés de l'opportunisme.

Social-démocratie-chrétienne

A un forum où « les dirigeants du parti socialiste devaient dialoguer avec des chrétiens », le PS n'a, à en croire Le Monde du 25-11-77, « rencontré que ses propres troupes ». Il ne faut pas s'en étonner, puisque « selon M. Mitterrand, la moitié des membres du PS sont aujourd'hui des chrétiens ». Contrairement au PCF, où il doit y en avoir moins (combien, au fait ?), le PS ne peut pas « tendre la main aux chrétiens » : il se la tendrait à lui-même !

Il paraît que « le premier secrétaire du PS a expliqué que sa formation se trouve au confluent de la tradition chrétienne et

de la tradition socialiste ». De quelle tradition « socialiste » peut-il bien s'agir ? Certainement pas de celle du socialisme prolétarien, qui va dans une direction opposée au christianisme et ne peut donc « confluer » avec lui !

Pour nous éclairer, M. Mitterrand « s'est attaché à montrer que certaines valeurs, comme la liberté, l'égalité et la fraternité peuvent être permanentes et transcender l'organisation sociale », reconnaissant ainsi que le PS se trouve au confluent du christianisme et de l'idéologie bourgeoise !

Presse du Parti

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 23 DE

il programma comunista

- Il PCI, puntello essenziale dell'ordine costituito.
- Avanti con le stangate !
- « Processo politico » del sindacato tricolore a Ivrea : Si vuol spegnere, con la nostra, la voce della classe operaia.
- In margine alla manifestazione del 2 dicembre : Le difficili nozze classe operaia e movimento, ovvero Lotta continua prima e dopo.
- Solidarietà come ?
- All'insegna dell'ipocrisia.
- Forza e violenza nella guerra permanente fra le classi.
- La cassa integrazione ? Un « ammortizzatore sociale » !
- Riunione generale di Partito : Sotto la sfera della crisi si approfondiscono i contrasti interimperialistici.
- Cronache internazionali : Giù le mani dall'Africa.
- Inasprimento della guerra commerciale USA-CEE-Giappone.
- Lettera dalla Spagna.
- Nostrì interventi e lotte operaie : Lotte dei ferrovieri ancora una volta all'ordine del giorno.
- Alla Papa di San Dona' : Gli operai, ira due fuochi, non mollano.
- La rabbia degli operai di Bagnoli non si è spenta.

★

Kommunistisches Programm

NR 15/16 Oktober 1977
1917-1977

BILANZ EINER REVOLUTION

- * Die grossen Lehren der Oktoberrevolution
- * Die falschen Lehren aus der Konterrevolution in Russland
- * Die sovjetische Wirtschaft vom Oktober bis heute

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e dimanche de chaque mois, donc le 8 janvier et le 12 février, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h, au café Impéria, rue des Trois-Caillois, soit le 5 février.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois, soit le 5 février.

● A Lyon : le premier vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 3 février et le 3 mars.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 7 janvier et le 4 février et le 4 mars.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 19 février et le 19 mars.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zürich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Le Prolétaire (Suppléments - déc. 77)

◆ Supp. ALGERIE

- Non aux mots d'ordre du chauvinisme !
- Qu'a trahi Sadate, au juste ?
- La question du Sahara
- Emigration : la lutte contre les mesures Stolérus
- Solidarité avec les militants emprisonnés au Maroc
- Lutttes ouvrières en Tunisie : la révolte de Ksar Hellal

◆ Supp. BELGIQUE

- A nouveau l'alternative : guerre ou révolution.
- La situation en Belgique.
- Le terrorisme et les philistins de la LRT et d' « Internationalisme ».
- Le 60^e anniversaire de la Révolution russe.
- Notes syndicales : Herstal, Anvers.
- Notes internationales : Argentine, Tunisie, Angleterre.
- Sur la naissance du PC belge.
- Critique de « Pour le socialisme ».

◆ Supp. SUISSE

- La démocratie se blinde
- A la F.T.M.H. : Haro sur les gauchistes « Manifeste 77 »
- P.C.S./M.L. et défense nationale
- Un seul refrain pour la bourgeoisie : exporter plus !
- L.M.R., P.D.T. et terrorisme